



**LE POUVOIR
DU NOUS**
Réaliser un
Pacte pour
l'avenir



RAPPORT DE LA PRÉSIDENCE 2019—2022

LE POUVOIR DU NOUS

Réaliser un Pacte pour l'avenir

Contenu

6

ÉTAT
DES LIEUX

Un mouvement axé sur l'égalité

La Charte de Lampedusa pour transformer la mobilité humaine

Une nouvelle génération de droits humains

Culture et droits culturels

Une santé universelle pour nos villes

10

**NOUS PRENONS SOIN
DES PERSONNES**

PLACER LES COMMUNAUTÉS AU CŒUR
DE TOUTES LES ACTIONS



46

NOUS RECHERCHONS

NOUS APPRENONS

22

NOUS PRENONS SOIN DE LA PLANÈTE

TRANSFORMER NOTRE
RELATION AVEC NOS
ÉCOSYSTÈMES

La transformation écologique

Transformer nos systèmes
alimentaires

Mobilité durable et transports publics

Course à la résilience et course à zéro

Les avantages de la proximité

Les régions et les villes intermédiaires
au service de la transformation
urbaine



NOUS PRENONS SOIN DU GOUVERNEMENT

LA DÉMOCRATIE
LOCALE, ESSENTIELLE
POUR RENOUVELER LE
CONTRAT SOCIAL

32

Renouvellement de la gouvernance

Coopération au développement
décentralisé

Notre agenda pour la paix

Repenser la démocratie locale

Finances locales



NOUS NOUS REUNISSONS

NOUS PLAIDONS

NOUS ÉCOUTONS

ÉTAT DES LIEUX



À l'approche du Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux, notre mouvement s'est présenté plus fort que jamais, assumant ses origines pour concrétiser sa vision transformatrice pour les personnes, pour la planète et pour le multilatéralisme. Sauvegarder la démocratie locale, construire la paix par la coopération mutuelle et rester fidèle aux valeurs et principes de la décentralisation, de la subsidiarité, de l'égalité des genres, de l'autonomie et de la responsabilité.

Notre Congrès mondial à Daejeon est le moment de renouveler le leadership nommé à Durban. Le laps de temps qui s'est écoulé depuis notre Congrès de Durban a été atypique, marqué par la pandémie et un moment de superposition de crises qui ont eu un impact sur les priorités de notre mouvement, et nous a fait comprendre que gouverner avec une perspective axée sur le soin et l'empathie doit être au cœur de ce que nous faisons.

En 2020, le monde s'est arrêté, et la façon dont nous sommes toutes et tous lié·e·s les un·e·s aux autres a radicalement changé, peut-être pour toujours. La pandémie de COVID-19 a agi comme une loupe qui a mis en évidence qui nous laissons pour compte, et ce que nous laissons derrière nous, et elle a exacerbé l'impact des défis universels auxquels nous sommes confronté·e·s.



Nous assistons à des niveaux d'inégalité sans précédent, à tel point que la paix et la démocratie ne sont plus garanties. Nous sommes confronté-e-s à une crise environnementale qui atteint un point de non-retour. Nous vivons à une époque où les divisions s'aggravent, où la guerre a fait son chemin dans nos vies avec des impacts imprévus sur la vie quotidienne dans le monde entier.

Pendant toute la durée de ce leadership, notre travail commun s'est adapté au contexte actuel. Avec les agendas universels de développement comme cadre de transformation, et grâce au « Pouvoir du nous », grâce aux villes et régions prêtes à construire un monde qui prend soin, notre mouvement s'est efforcé de surmonter une pandémie qui nous a séparé-e-s physiquement, dans le but d'élaborer un **Pacte pour l'avenir** : une stratégie qui va au-delà de la décennie d'action et s'adresse aux processus internationaux qui envisagent le monde de l'après-2030.

En 2020, après l'engagement pris à Tanger de rejoindre l'ONU75, notre objectif était de galvaniser notre mouvement pour répondre à l'appel des Nations unies. La pandémie ayant transformé nos habitudes, nous nous sommes réuni-e-s virtuellement et avons pu établir de nouveaux partenariats, renforcer les partenariats existants et rassembler les gouvernements locaux et régionaux du monde entier à travers une plateforme de connaissances. Nous avons pu comprendre que, malgré la distance, aucun-e d'entre nous n'est seul-e, et que nos efforts communs peuvent façonner le monde qui nous entoure, ce qui a été la force directrice de notre Décalogue pour l'ère COVID-19.

La pandémie a fait rage, mais l'année 2021 a marqué une avancée dans notre engagement à placer les soins au centre de toutes les actions. Notre mouvement a fait des pas de géant pour se présenter comme un

mouvement municipal féministe, une déclaration sur la façon dont nous considérons que la politique doit être pratiquée, et ce mouvement a été présenté comme tel dans les Forums Génération Égalité et lors de la CSW65. Avec le mandat d'adopter un Pacte pour l'avenir comme moyen de mettre en œuvre notre Décalogue, nous avons fait évoluer notre plateforme d'apprentissage pour nous assurer qu'elle était capable de rassembler des partenaires dans un processus qui alimenterait le Pacte, et nous avons commencé à prendre des mesures pour faire évoluer nos rassemblements statutaires pour un monde hybride.

2022 a été l'année où nous nous sommes retrouvé-e-s physiquement, mais aussi une année où notre capacité de diplomatie et d'unité a été mise à l'épreuve. L'année 2022 a marqué la révision du Nouvel Agenda urbain et a vu CGLU animer notre collectif, sur la base du réseau formé par la Global Taskforce, dans la salle de l'Assemblée de l'ONU. Cette année a également été l'année des Dialogues municipaux de CGLU pour la paix, qui ont placé la diplomatie des villes transformatrice au centre de l'agenda, tout en poursuivant notre travail de recherche et d'apprentissage.



NOUS AGISSONS POUR LES PERSONNES, POUR LA PLANÈTE ET POUR LES GOUVERNEMENTS

Ayant reçu le mandat d'élaborer un Pacte pour l'avenir, notre Organisation mondiale transforme la manière dont elle se présente au monde. Les trois axes qui structurent le Pacte - personnes, planète et gouvernement - guideront notre travail dans les années à venir et font désormais partie de notre plan de travail et de la façon dont nous racontons notre histoire.

Au cours du mandat de la Présidence, CGLU a compris que ces axes doivent imprégner ses domaines de travail, et que le « Pouvoir du nous » est sa force pour réaliser et répondre aux défis actuels auxquels nous sommes confronté-e-s. Nous prenons soin, donc nous plaidons, nous recherchons, nous apprenons, nous écoutons et nous nous réunissons pour renouveler le contrat social, pour ouvrir la voie à un nouveau contrat social avec le soin au centre : en développant une manière féministe de faire de la politique, une nouvelle relation avec la planète et une manière de nous gouverner avec le municipalisme et la démocratie locale au centre de la prise de décisions.

Depuis 2019, **nous plaidons** pour un monde dans lequel les gouvernements locaux et régionaux, et les communautés qu'ils représentent, font **partie de la table de prise de décisions** afin d'apporter la transformation. En ce qui concerne l'avenir du **gouvernement**, nous avons été en mesure d'établir des partenariats avec l'Organisation mondiale de la santé, de nous joindre à l'appel du secrétaire général des Nations unies en faveur de l'ONU75 et de participer à l'examen du nouvel agenda urbain à Quito+5 avec toute la force de notre collectif. Notre collectif au Forum politique de haut niveau (FPHN) a maintenu ses espaces structurels avec le Forum et la Journée des gouvernements locaux et régionaux, et les gouvernements locaux et régionaux restent un élément intégral du plaidoyer envers le G-20 et l'initiative U20 qui s'est développée au cours de ces dernières années, présentant nos appels aux dirigeants des pays du G-20.

Notre mouvement a également renforcé sa participation à l'agenda des droits humains, en mettant l'accent sur les personnes avec la naissance du **mouvement municipal féministe**, la **Charte de Lampedusa** et la signature d'un accord de collaboration inédit avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, tout en travaillant main dans la main avec l'envoyée spéciale des Nations unies pour les personnes handicapées afin de garantir que l'accès universel aux services fasse partie de l'agenda municipal dans le monde entier.

Lorsqu'il s'agit de transformer notre relation avec notre planète, CGLU s'est efforcée de redéfinir la

manière dont nous interagissons avec notre planète, en transformant nos modèles de production et de consommation, et en assurant une véritable transformation écologique. Nous nous sommes engagé-e-s dans les trois cycles de la COP, ainsi que dans la COP sur la biodiversité, réuni-e-s au sein du grand groupe des gouvernements locaux et des autorités municipales, et notre stratégie sur les villes et régions intermédiaires a également le bien-être de notre planète à l'esprit. Il est essentiel de passer de l'urgence à la viabilité, grâce au partenariat institutionnel avec des acteurs clés dans ce domaine.

Nous prenons soin car nous plaçons les personnes au centre de nos efforts. C'est le cœur de nos valeurs en tant que mouvement, conformément aux appels de la Déclaration politique de Durban. Grâce à la solidarité, à la planification axée sur les personnes et à une manière féministe de faire de la politique, la valeur des soins a imprégné nos rassemblements statutaires, alors que notre leadership se réunissait pour prendre des décisions afin de subvenir aux besoins de nos communautés. Nos réunions statutaires au cours de ces trois années ont été centrées sur nos communautés, comme le prouve le développement du Décalogue de CGLU pour l'ère COVID-19, la Charte de Rome, le développement et l'implication de nos Conseils politiques dans l'élaboration des politiques de notre Organisation.

Nous recherchons. Nos domaines de travail ont travaillé dans le cadre du futur Pacte pour l'avenir. Nous recherchons afin de développer des voies pour un avenir équitable et durable. Notre 6^e rapport mondial sur la démocratie locale et la décentralisation



se concentre sur les « trajectoires vers l'égalité urbaine et territoriale ». Avec la participation de différentes parties du réseau ainsi que du monde universitaire et des organisations de la société civile, nous recherchons ensemble, en faveur d'un monde plus égalitaire et qui prenne soin. Notre recherche a également été le fer-de-lance de notre plaidoyer auprès des Nations unies, avec notre rapport "Local and Regional Governments towards the Localization of the SDGs" (Les gouvernements locaux et régionaux en faveur de la localisation des ODD) présenté en 2020, 2021 et 2022, qui se concentre sur l'état de la localisation et met en lumière l'implication des gouvernements locaux et régionaux à travers les rapports infranationaux tels que les VLR (examens locaux volontaires) et VSR (examens infranationaux volontaires). Notre collaboration avec la London School of Economics a transformé la façon dont nous comprenons la gouvernance des urgences.

Nous apprenons en développant des outils, des activités et des modules pour apprendre ensemble et réapprendre la localisation, avec la plateforme en ligne #LearningwithUCLG au centre, développant plus de 50 cours d'apprentissage, quatre modules sur la localisation des ODD et trois modules sur la localisation du cadre de Sendai, et comptant plus de 500 personnes inscrites, et en développant les expériences d'apprentissage en direct (#LiveLearningExperiences), une plateforme de connaissances partagées visant à encourager la connexion des pratiques locales aux agendas mondiaux. La formation des formateurs et l'apprentissage par les pairs entre membres constituent également des éléments indispensables du travail dans ce domaine.

Nous écoutons la communauté internationale et établissons des partenariats renforcés avec elle. Par le biais de nos expériences #CitiesAreListening et de nos collaborations avec des partenaires du secteur privé et de la société civile, nous suivons le mandat qui nous a été confié à Durban et renforçons notre processus de Town Hall, qui a fait partie intégrante de l'élaboration du Pacte pour l'avenir, afin de développer un nouveau discours et d'élaborer des recommandations politiques pour l'Organisation mondiale.

Ce travail autour des soins a également été intégré dans notre manière de communiquer, avec les nouvelles plateformes de nos équipes qui permettront une meilleure communication entre les membres et une visibilité renouvelée vis-à-vis des partenaires. Le développement de UCLGMeets et le travail en coulisses de CGLU en tant que plateforme des plateformes ont été essentiels. L'expérience de notre #LiveLearningExperience et nos plateformes #CitiesAreListening ont façonné le récit de CGLU et ont conduit au renouvellement du discours axé sur le pouvoir du nous (#PowerOfWe).

L'ÉCHEC N'EST PAS UNE OPTION - LE PACTE POUR L'AVENIR VERS LE RENOUVELLEMENT DE NOS SYSTÈMES

La transformation - de nos modèles, de nos actions, de nos partenariats - est indispensable. L'échec n'est pas une option. Dans ce contexte, nous sommes fermement résolu·e·s à contribuer à un changement durable et profond de nos sociétés et de nos systèmes. Un changement à opérer pour avancer ensemble, plus fort·e·s, en prenant soin les un·e·s des autres et de notre planète.

Le Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux de Daejeon, notre Congrès mondial, sera l'occasion de renouveler notre leadership et nos priorités pour les six années à venir, en mettant davantage l'accent sur la paix et la diplomatie des villes, sur l'égalité des genres, sur la mobilité humaine, l'accessibilité, la santé, la proximité, ... Nous nous présenterons avec des mécanismes de consultation renouvelés et les contributions de nos partenaires du processus de Town Hall et de nos sections régionales.

À travers ce Pacte pour l'avenir, les membres de CGLU et notre collectif organisé reconnaissent l'importance de ce moment fondateur, pour un monde qui fait le lien entre les actions locales et les tendances mondiales. Un monde qui garantisse l'égal accès aux services publics de base. Un monde qui transforme ses systèmes dégénératifs pour en faire des systèmes régénératifs. Un monde dirigé par des communautés bien informées, critiques et autonomes. Un monde féministe qui prend soin et qui prospère avec des filles, des femmes, des garçons et des hommes également émancipé.e.s. Un monde fondé sur la solidarité.

Cités et Gouvernements Locaux Unis, mouvement axé sur l'égalité, s'engage à faciliter l'espace pour les dirigeants locaux et régionaux afin de faire de ce monde une réalité, répondant ainsi à l'appel du Sommet de l'ONU pour l'avenir.

NOUS PRENONS SOIN DES PERSONNES

1

**CGLU PREND SOIN DES
PERSONNES - PLACER LES
COMMUNAUTÉS AU CŒUR DE
TOUTES LES ACTIONS**

Un mouvement axé sur l'égalité

Des villes et des territoires qui garantissent l'accessibilité pour toutes et tous

La Charte de Lampedusa pour transformer la mobilité humaine

La culture : une composante essentielle de l'identité territoriale

CGLU prend soin de la santé des populations et des sociétés - Couverture santé universelle et santé dans nos villes

Nous prenons soin des droits de tout le monde

Nous passons de l'inclusion aux soins. Nous passons de l'égalité à une nouvelle façon féministe de faire de la politique : une gouvernance empathique, qui donne la priorité aux biens communs en réponse directe aux besoins et aux aspirations des personnes. Prendre soin des personnes signifie définir notre avenir avec, pour et par nos communautés, en veillant à ce que les sacrifices consentis aujourd'hui se traduisent par une vie meilleure pour les générations futures. Cette évolution vers un avenir meilleur doit être un effort collectif qui facilite l'accès aux services de base et la défense des droits de nos communautés.

Pour les gouvernements locaux et régionaux, la migration et le déplacement sont plus qu'une question de frontières. Au-delà des tendances à la concentration de la main-d'œuvre, à l'urbanisation rapide et aux déséquilibres territoriaux croissants, divers facteurs interdépendants exposent une partie croissante de la population à se déplacer dans des conditions extrêmement difficiles. En s'appuyant sur la Déclaration universelle des droits de l'humanité, il est clair que les défis des années à venir nous invitent à évaluer les nouveaux éléments essentiels et les nouveaux droits pour promouvoir une forme de développement qui soit durable, équitable, inclusive et respectueuse des droits humains pour

toutes et tous. CGLU s'efforce de faire progresser et de renforcer le mouvement des villes des droits humains dans le monde entier par le biais du renouvellement de la Charte mondiale.

En tant que mouvement axé sur l'égalité, CGLU co-dirige une coalition de mouvements et de leaderships féministes qui plaident en faveur de l'égalité des genres, de la place des femmes dans les postes de décision et des leaderships féministes qui incarnent une nouvelle façon de faire de la politique basée sur l'empathie, qui favorise la justice sociale et l'égalité, et qui galvanise une culture de la paix dans toutes ses dimensions. Le rôle transformateur du mouvement féministe municipal mondial contribuera à concevoir des femmes et des dirigeantes féministes dotées d'un pouvoir égal comme partie intégrante de la solution aux nombreux défis mondiaux et locaux auxquels nous sommes confronté-e-s en matière de santé, de climat, d'économie ou de droits humains fondamentaux.

Nous allons de l'avant pour transformer le contrat social en développant des sociétés de soin, fondées sur la fourniture de services locaux. Nous avançons vers une nouvelle manière féministe de faire de la politique - une manière qui, grâce à l'empathie, favorise la justice sociale et l'égalité en tant que composantes indispensables de toute société juste, durable et prospère. Nous allons de l'avant pour protéger et transmettre le bien-être et les aspirations des générations actuelles et futures, pour défendre les droits de nos communautés et pour ne laisser personne ni aucun territoire pour compte.



Un mouvement axé sur l'égalité



La notion de leadership féministe axé sur l'égalité, avec l'empathie, les soins et la proximité au cœur, fait partie de la vision renouvelée du mouvement municipal. La cohésion et la solidarité accrue entre les territoires sont également des composantes de la meilleure normalité, qui devra être soutenue par une gouvernance renouvelée à tous les niveaux et une démocratie revisitée qui empêchera les retours en arrière dus à l'autoritarisme que nous observons dans certaines parties du monde et contribuera à la paix.

En s'appuyant sur les efforts de CGLU pour promouvoir l'égalité des genres, les gouvernements locaux et régionaux sont en pleine cocréation et promotion d'un mouvement mondial de municipalisme féministe. CGLU a facilité la participation et les contributions actives des membres et du collectif aux réunions de la soixante-quatrième, soixante-cinquième et soixante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme (CSW 64, 65 et 66)) et aux Forums Génération Égalité à Mexico et à Paris.

Tout au long de ces années, CGLU a affirmé la nécessité de placer le soin des autres et de la planète au centre de l'action, de renforcer la fourniture de services publics locaux et d'accroître la participation et la prise de décisions des

femmes, des filles et des dirigeantes féministes.

En s'appuyant sur les résultats du Forum Génération Égalité à Paris en 2021, CGLU a continué d'améliorer le profil et de plaider pour une plus grande inclusion et reconnaissance du rôle clé joué par les gouvernements locaux et régionaux pour l'égalité des genres, lors de la CSW66 qui s'est tenue dans un format hybride entre le 14 et le 25 mars 2022. Le thème de cette année était « Parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et les filles dans le cadre des politiques et programmes de lutte contre le

changement climatique, de protection de l'environnement et de réduction des risques de catastrophe » et le thème d'examen était « L'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en mutation ».

Après la CSW 66, CGLU estime qu'un engagement plus poussé du collectif dans les processus multilatéraux concernant l'égalité des genres est nécessaire, en particulier dans le cadre du suivi des Forums Génération Égalité, par exemple via les Coalitions d'action, le Plan mondial d'accélération pour l'égalité des genres, ou l'Alliance mondiale pour les soins.

Le podcast « Villes et territoires féministes »

Une série de podcasts sur les « Villes et territoires féministes » a été développée sur la base des processus de recherche autour du mouvement municipal féministe, et des entretiens avec des femmes leaders locales, dirigés par la conseillère CGLU UBUNTU sur le genre, Ana Falú. La série, qui promeut le pouvoir du leadership féministe, a été lancée lors du Séminaire annuel 2022 de CGLU en février et les derniers épisodes seront diffusés lors du Congrès mondial.



Des villes et des territoires qui garantissent l'accessibilité pour toutes et tous

Suite aux recommandations stratégiques issues du document politique et du débat sur les villes inclusives et accessibles lors du Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux de 2019, CGLU a augmenté de manière significative la reconnaissance mondiale du rôle des gouvernements locaux et régionaux envers la protection des droits humains et la réalisation du principe de ne laisser personne pour compte.

En 2020, CGLU a identifié et mobilisé les dirigeants locaux engagés en faveur de l'équité, des droits humains et de la participation, par le biais d'une série d'événements dans le cadre des expériences d'apprentissage en direct et de la Conférence des États parties à la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. Ces événements ont renforcé le rôle nécessaire que jouent les gouvernements locaux et régionaux dans la promotion des droits humains et des cadres de développement mondiaux. En outre, les parties prenantes représentant les gouvernements nationaux, la société civile, les Nations unies et les banques multilatérales de développement se sont clairement engagées à soutenir les gouvernements locaux et régionaux dans leurs efforts pour réduire les inégalités.

Conformément à notre feuille de route politique et aux résultats des dialogues de 2020, CGLU a organisé la réunion inaugurale de la Communauté de pratiques sur les villes et territoires inclusifs et accessibles pour toutes et tous, en avril 2021. La réunion a identifié des domaines prioritaires clairs développés dans le processus de Town Hall de Durban et a renforcé l'engagement et l'appel des membres pour plus d'outils de renforcement des capacités, d'échange de connaissances et de données pour mieux comprendre et traiter



l'accessibilité universelle dans leurs politiques et programmes.

Grâce à notre partenariat stratégique avec l'Envoyée spéciale de l'ONU pour l'accessibilité et le handicap, World Enabled et l'Union mondiale des aveugles, CGLU a augmenté de manière significative la reconnaissance mondiale du rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la protection des droits humains et la réalisation du principe de ne laisser personne pour compte dans les forums mondiaux cette année, notamment lors de la 14e session de la Conférence des États parties (COSP) à la Convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées (CRPD), le Sommet mondial de la cécité et le Forum politique de haut niveau.



La Charte de Lampedusa pour transformer la mobilité humaine

En s'appuyant sur les agendas mondiaux sur la gouvernance des migrations et avec la construction du Pacte pour les personnes de CGLU proposé lors du Conseil mondial de Guangzhou, Lampedusa a apporté au Conseil d'orientation sur le droit à la ville et les territoires inclusifs une proposition de cocréation de la Charte de Lampedusa sur la mobilité humaine et la paix.

Après une période de consultations ouvertes en ligne de la Charte de Lampedusa par le biais de la plateforme UCLGMeets, le projet final de la Charte de Lampedusa a été discuté et approuvé lors du Bureau exécutif de CGLU à Séville, qui s'est tenu dans le cadre du Forum méditerranéen des migrations urbaines (FMUM). La Charte devrait être officiellement lancée en octobre 2022 lors du Congrès mondial de CGLU.

En tant que membre du Comité de pilotage du Mécanisme des maires avec l'Organisation internationale pour les migrations

(OIM) et le Conseil des maires pour la migration (CMM), CGLU a facilité la présence de ses sections régionales et de plus de 100 gouvernements locaux aux différentes consultations régionales du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD), ainsi qu'au Sommet du FMMD.

Sous la présidence des Émirats arabes unis (EAU), le Sommet du FMMD a réuni virtuellement plus de 2 000 participant-e-s, pour discuter de questions complexes telles que les lacunes au niveau de la protection des migrants, la migration des travailleurs et les migrations irrégulières. Plus de 840 représentant-e-s de gouvernements nationaux de 116 États y ont participé. Le Mécanisme des maires du FMMD a permis à plus de 90 gouvernements locaux et régionaux de se joindre aux discussions en tant que participants actifs, dont 25 dirigeantes et dirigeants locaux en tant qu'expert-e-s officiel-le-s, qui ont pu s'exprimer lors des 18 des événements officiels du Sommet.

Dans le domaine de la coopération de ville à ville, par le biais du projet MC2CM et du processus Cities Are Listening, CGLU a continué à promouvoir l'échange de pratiques et l'apprentissage par les pairs sur des questions telles que les enfants, la citoyenneté locale ou les aspects de la mobilité humaine liés au genre. Suite à l'expérience d'apprentissage en direct « Beyond The Outbreak » sur la migration, une étude politique a été publiée sur les réponses adaptées des migrants au COVID-19.

En outre, dans le cadre de la coprésidence du groupe de travail du FMMD sur les récits de migration, formé par le Mécanisme des maires (CGLU, OIM, MMC) et les gouvernements du Canada et de l'Équateur, CGLU a contribué à la conception et au lancement de la campagne mondiale "It Takes a Community" (« Il faut une communauté »), afin de promouvoir un récit juste sur la mobilité humaine.



La culture : une composante essentielle de l'identité territoriale

CGLU soutient les politiques relatives à la mémoire, au patrimoine, à la créativité, à la diversité et à la connaissance par le biais de programmes culturels visant l'éducation, la participation active, la citoyenneté critique, l'égalité des genres, la diversité linguistique et l'autonomisation des peuples autochtones. La culture est une composante essentielle de l'identité locale et régionale, un élément de la solidarité mondiale et un vecteur de paix et de droits humains.

Alors que nous travaillons au Pacte pour l'avenir et à des contrats sociaux renouvelés, nous avons appris et nous sommes convaincu-e-s que nous avons des pistes fortes qui relient la culture aux défis de l'humanité. La culture a été essentielle dans cette pandémie pour se connecter les un-e-s aux autres, et c'est un aspect essentiel du travail de CGLU alors que nous entrons dans la phase de définition de ce qui est essentiel. Le G20 a inclus la culture dans son programme, et CGLU a joué un rôle important dans l'inclusion de la culture dans l'agenda d'Urban 20 à travers la campagne #Culture2030goal.

Le 4e Sommet Culture de CGLU s'est tenu à Izmir (Turquie) et en ligne du 9 au 11 septembre 2021, sous le titre « Culture : façonner l'avenir ». Le Sommet Culture de CGLU est devenu le principal point de rencontre au niveau international pour les villes, les gouvernements locaux et toutes les autres parties prenantes engagées dans la mise en œuvre effective de politiques et de programmes relatifs à la culture et au développement durable.

Le contenu du Sommet a été conçu pour discuter des questions clés liées au Pacte de CGLU pour l'avenir, pour les personnes, pour



la planète, pour le gouvernement, et comprenait des sessions sur la relation entre la culture et l'égalité des genres, l'Agenda 2030, les espaces publics, le patrimoine, la planification urbaine, la diplomatie des villes et l'action climatique, parmi beaucoup d'autres.

Le Sommet Culture de CGLU a donné une visibilité à la réponse exceptionnelle et généreuse à la pandémie donnée par les communautés culturelles, avec des initiatives pour faire le deuil de celles et ceux qui nous ont quitté-e-s, pour stimuler l'accès et l'engagement dans la vie culturelle, pour encourager la sensibilisation et la tolérance, pour créer de nouvelles expressions, pour identifier de nouvelles énergies et pour renforcer les capacités à imaginer un nouvel avenir, toutes et tous ensemble. La Déclaration indique que « les participant-e-s au Sommet Culture de CGLU ont souligné le pouvoir impressionnant de la culture pour élargir les droits et les libertés de toutes et tous, améliorer le bien-être de toutes et tous, et générer des communautés plus saines et plus résilientes, qui ne laissent personne, ni aucun territoire, pour compte ».

Le Sommet Culture de CGLU s'est terminé par la présentation de la Déclaration d'Izmir, un document qui s'appuie sur l'acquis de CGLU en matière de culture et de développement.

Dans ce contexte, la Déclaration :

A. Appelle les dirigeants mondiaux « à faire preuve d'audace et s'engager dans une véritable conversation

mondiale sur la culture dans le développement durable, qui se déploie à travers des programmes de coopération et de diplomatie culturelles internationaux véritablement ambitieux ». Il est urgent, en tant qu'humanité, en tant que citoyennes et citoyens du monde partageant une seule et même planète, la Terre, de forger de nouvelles formes de coopération et de solidarité.

B. Invite toutes les villes et les gouvernements locaux « à placer la culture au centre du développement local », y compris la réalisation locale des ODD et des programmes mondiaux de développement durable.

C. Invite l'UNESCO à concevoir un Mondiacult 2022 ambitieux, invitant « tous les acteurs à prendre part activement à la conversation, et dans le but de permettre d'adapter les cadres politiques culturels nationaux et internationaux aux enjeux du 21^e siècle. »

D. Invite le Forum politique de haut niveau des Nations unies « à s'engager dans un dialogue avec les acteurs culturels mondiaux, afin qu'un objectif consacré à la culture puisse voir le jour et devenir une réalité le plus tôt possible, certainement dans l'Agenda de développement post-2030 ». Un objectif spécifique n'empêcherait pas la culture d'être également considérée comme un élément transversal dans d'autres objectifs, conformément à la nature interconnectée du développement durable.

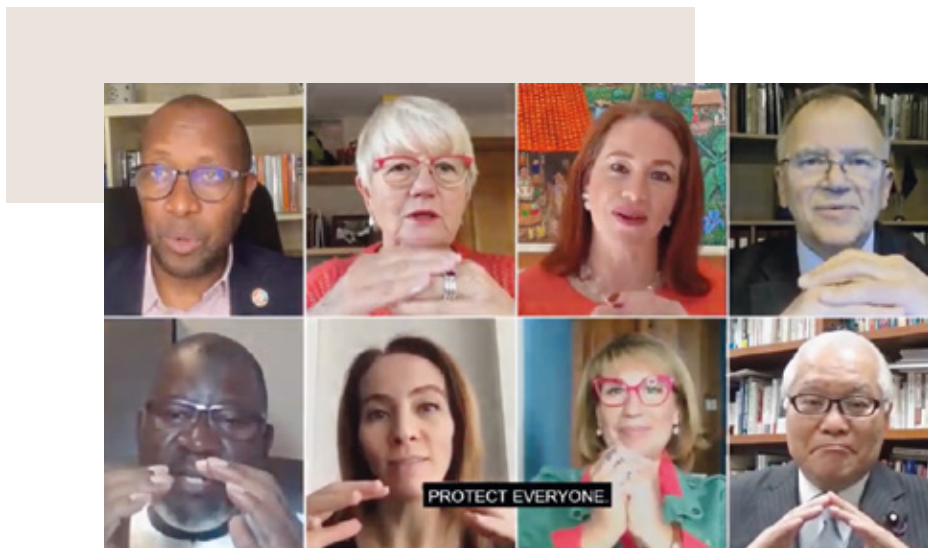
CGLU prend soin de la santé des populations et des sociétés - Couverture santé universelle et santé dans nos villes

La pandémie a mis en évidence le fait que notre force est toute relative et se mesure à l'aune des plus vulnérables d'entre nous. La montée des inégalités a pris une nouvelle dimension avec la difficulté de l'égalité d'accès aux vaccins, et la vitesse à laquelle la reprise s'opère dans les pays riches ou pauvres nous invite à défendre l'importance de l'égalité d'accès à la santé et à des villes saines.

CGLU a participé au Groupe de travail sur la préparation urbaine, une série de réunions virtuelles visant à faire progresser la préparation aux urgences sanitaires dans les villes et d'autres milieux urbains au-delà du COVID-19, de janvier à avril 2021, sous la direction de l'Organisation mondiale de la santé.

CGLU y a rapporté les expériences des gouvernements locaux et régionaux. Les délibérations du groupe de travail font partie d'un guide technique intitulé "Advancing health emergency preparedness in cities and urban settings in COVID-19 and beyond" (« Faire progresser la préparation aux urgences sanitaires dans les villes et les milieux urbains en temps de COVID-19 et au-delà »).

Il était donc naturel de relier l'agenda de CGLU à celui de la couverture sanitaire universelle dans le cadre de notre positionnement politique. Dans cet esprit, CGLU a entamé le processus pour devenir un membre à part entière de CSU2030, et pour intégrer les soins de santé et la santé dans les villes dans son récit et son agenda politique, en nous appuyant sur notre travail précédent avec le mouvement et, en particulier, nos dialogues conjoints dans le cadre du Forum politique de haut niveau (FPHN) 2020 et nos campagnes conjoints autour de la Journée mondiale de la santé en 2020, 2021 et 2022.



Le Sommet de Daejeon a vu notre plaidoyer commun se développer avec la mise en place d'une session sur la santé qui a rassemblé des expert-e-s et défenseur-e-s de la santé et des dirigeant-e-s de gouvernements locaux et régionaux pour galvaniser nos expériences et développer une stratégie de plaidoyer commune en vue de la réunion de haut niveau sur la santé prévue en 2023.

L'accès à la santé et aux soins pour toutes et tous va de pair avec la transformation du système multilatéral. CGLU a participé à « l'État de l'engagement en faveur de la couverture sanitaire universelle », un document dirigé par CSU2030. Il rassemble les principaux objectifs, engagements et actions de la déclaration sur les soins de santé pour tou-te-s, avec des déclarations politiques sur l'importance de renforcer les réglementations relatives aux soins de santé, et en se concentrant sur l'importance des efforts multilatéraux pour investir dans les soins de santé primaires et construire des partenariats multipartites autour de la santé.

Avec la croissance de l'urbanisation comme l'un des grands défis de l'ère urbaine, l'Organisation

mondiale de la santé (OMS) a été mandatée pour élaborer un agenda de recherche sur la santé urbaine (UHRA, pour « Urban Health Research Agenda »), pour trouver des solutions étayées par les données scientifiques, afin de promouvoir la santé et le bien-être dans les environnements urbains. CGLU a été impliquée dans les consultations avec l'OMS, pour inclure les visions locales à l'UHRA, en s'assurant que l'ensemble de l'agenda de recherche reflète les priorités des parties prenantes et des aspects importants tels que la santé au-delà des services de santé ; et depuis septembre 2022, elle est également partie prenante dans les conversations avec l'OMS pour mettre au point un guide en faveur d'un vieillissement en bonne santé dans les villes.



Nous prenons soin des droits de tout le monde

Alors que nous repensons les nouveaux droits essentiels, nous devons envisager le renouvellement et la prochaine génération de droits humains. Grâce à notre travail avec l'ONU sur les droits humains, à l'attention que nous portons à la Charte de Rome et à nos efforts en matière de droits numériques, nous souhaitons redéfinir les droits essentiels et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte dans l'ère post-COVID.

Notre feuille de route en matière de droits humains, alimentée par la Commission Inclusion sociale, démocratie participative et droits humains

La feuille de route de CGLU en matière de droits humains a été renforcée par des collaborations entre CGLU, les membres de la Commission de CGLU sur l'inclusion sociale (CISDPDH) et les droits humains des Nations unies (le HCDH en particulier). Une consultation sur la crise au Myanmar coorganisée par la CISDPDH a réuni des représentant·e·s de CGLU et des dirigeant·e·s de la Commission, ainsi que la Haute-Commissaire du HCDH.

Dans le prolongement de leur réunion annuelle qui s'est tenue pendant le Bureau exécutif de CGLU, les membres de la Commission avancent une feuille de route complète sur les droits humains basée sur : un processus de suivi de la Charte-agenda mondiale pour les droits humains dans la ville, fondé sur la consultation des membres et des partenaires ; une campagne

internationale pour soutenir le mouvement des villes de droits humains ; et une stratégie d'apprentissage en ligne reflétant l'expérience politique des membres en matière de droits humains.

La Commission a également contribué à la stratégie d'engagement en cours avec les titulaires de mandats de rapporteurs spéciaux des Nations unies, poursuivie par CGLU en partenariat avec la Plateforme Global pour le Droit à la Ville (GPR2C) et Habitat International Coalition (Coalition internationale sur l'habitat). En partenariat avec la GPR2C, la Commission a également diffusé un appel ouvert aux autorités locales pour réclamer un traité contraignant sur les sociétés transnationales et les droits humains au niveau de l'ONU. La Commission prépare également des contributions pour les prochains rapports du Rapporteur spécial sur le logement (sur la discrimination et la ségrégation spatiale) et sur la violence contre les femmes (sur les féminicides).

La Commission a également contribué à l'agenda de CGLU sur le droit à la ville. Plusieurs membres ont contribué, par exemple, à la réunion du Conseil politique de CGLU sur le droit à la ville, qui s'est tenue

en février et qui a donné le ton au processus de discussion politique sur le Pacte pour l'avenir. Plusieurs membres de la Présidence de la CISDPDH ont également participé aux événements du mois de mars consacrés aux droits des femmes dans le cadre de la CSW65 et de l'agenda de Génération Égalité.

Tous ces efforts visent à rassembler les voix des gouvernements locaux sur les droits humains et l'agenda du droit à la ville afin de contribuer au processus du Pacte pour l'avenir. En particulier, la Commission espère explorer et mettre en lumière les priorités émergentes des autorités locales en matière de refonte du contrat social au niveau local et de lutte contre la crise des inégalités à partir de l'élaboration de politiques fondées sur les droits. La participation au Conseil politique sur le droit à la ville permettra de relier la mobilisation au sein de la CISDPDH à l'ensemble des membres de CGLU.

La Commission sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains (CISDPDH) a lancé la campagne mondiale « 10, 100, 1000 villes et territoires des droits humains d'ici à 2030 », pour soutenir et élargir le mouvement des villes des droits humains. La Commission et sa coprésidence ont promu la campagne tout au long de 2022, notamment lors du séminaire de CGLU en février, et lors du Conseil politique sur le droit à la ville à Séville en juin 2022. Une liste préliminaire des gouvernements locaux et régionaux participant à la campagne sera présentée lors du Congrès mondial de CGLU à l'occasion d'une session qui lui sera consacrée.

La Commission a également démarré une nouvelle phase du processus de mise à jour de la Charte-agenda mondiale. Cette phase comprend la mise à jour et la consolidation de la formulation et des contenus de la Charte-agenda ainsi qu'une réflexion stratégique sur sa gouvernance, son suivi et une meilleure appropriation du document par les gouvernements locaux et régionaux. Pour ce faire, la Commission établira un groupe de pilotage composé d'expert·e·s des gouvernements locaux et de partenaires qui travailleront en lien étroit avec la Commission.



Favoriser le dialogue structurel entre les gouvernements locaux et l'ONU sur les droits humains est une démarche au cœur de l'agenda de la Commission, au lendemain de la signature de l'accord de coopération avec le HCDH en novembre 2021. En avril 2022, la Commission a préparé une contribution se fondant sur les propositions de ses membres en vue de la préparation du prochain rapport « Gouvernements locaux et droits humains », publié en août 2022. Le rapport éclairera la prochaine résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (devant être adopté en septembre 2022) ayant pour thème « Gouvernements locaux et droits humains ». La résolution sera présentée et discutée lors d'une session sur les droits humains du Congrès mondial de CGLU à Daejeon.

La Commission travaille également en étroite coopération avec le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à un logement convenable à l'occasion de son prochain rapport sur les liens entre le droit à un logement convenable et le changement climatique, qui sera publié lors du Conseil des droits de l'homme en 2023. La commission et CGLU organiseront une consultation spécifique des gouvernements locaux et régionaux afin de faire entendre la perspective et l'expérience locales auprès du rapporteur spécial de l'ONU. Ce processus s'inscrit dans la continuité de la



collaboration démarrée en 2016 dans le cadre du mouvement « The Shift » (le changement) qui a donné lieu à la Déclaration municipaliste de 2018 sur le droit au logement.

La Commission a participé activement aux initiatives de CGLU relatives à la paix avec l'objectif de promouvoir des approches fondées sur les droits humains pour favoriser une culture plus élargie de la paix, par l'intermédiaire de politiques publiques, de la prévention des conflits et du dialogue à l'échelle locale ; mais aussi via la diplomatie des villes et la réconciliation post-conflit. Avec sa coprésidence de Gwangju et en collaboration avec le HCDH, la CSIPDHR a co-organisé une session spéciale des dialogues municipaux pour la paix, pour aborder la situation en Ukraine, en Birmanie, en Afghanistan et en Palestine, pour encourager à la

solidarité internationale lors du Bureau exécutif de Séville en juin 2022. La session faisait suite à la Conférence de Birmanie organisée en 2021 par Gwangju, coprésidente de la Commission.

CGLU et la CSIPDHR mettent en œuvre avec la Seine-Saint-Denis un projet international intitulé « Pour des territoires protecteurs des femmes victimes de violences » avec le soutien de l'AFD. L'un des objectifs du projet est de rassembler les gouvernements locaux et régionaux se trouvant en première ligne de la lutte contre les violences faites aux femmes et afin de mettre au point des outils d'apprentissage à destination des GLR sur la façon de forger des politiques publiques en la matière. Dans ce cadre, une newsletter, un webinaire sur les violences domestiques et les féminicides et un échange bilatéral entre le département de la Seine-Saint-Denis et Barcelone ont été organisés de juin à juillet 2022 ; et d'autres initiatives telles qu'une formation régionale à Iztapalapa (décembre 2022) seront également envisagées dans les mois à venir. Le Congrès mondial de Daejeon 2022 sera une bonne occasion de présenter et donner de la visibilité au projet ; de stimuler le plaidoyer contre les violences faites aux femmes ; et d'inclure cette thématique à l'agenda global de CGLU sur l'égalité des genres et le mouvement municipal féministe.



La Commission a renforcé son engagement à recueillir les expériences des gouvernements locaux engagés à mettre en œuvre des approches fondées sur les droits au sein de leurs politiques locales, en veillant à l'inclusion des personnes migrantes et à la protection de leurs droits fondamentaux. À cet égard, la coprésidence de la Commission a participé au Forum d'examen des migrations internationales 2022 en vue de promouvoir des approches des migrations axées sur les droits. La Commission a également fait progresser son agenda de réflexion sur les migrations climatiques, en se focalisant sur les droits environnementaux et l'approche fondée sur les droits humains en matière de mobilité, à travers les réunions internationales sur les migrations climatiques organisées par la ville de Grenoble. La commission organisera également deux événements sur le changement climatique et les droits humains en coopération avec le HCDH lors du 12e Forum mondial des villes des droits humains de Gwangju (10-13 octobre) qui sera une autre étape importante permettant de mettre en valeur les perspectives locales concernant les droits environnementaux.

Tous ces efforts visent à rassembler les voix des gouvernements locaux sur les droits humains et l'agenda du droit à la ville afin de contribuer au processus du Pacte pour l'avenir. La participation au Conseil politique sur le droit à la ville permettra de relier la mobilisation au sein de la CISDPDH à l'ensemble des membres de CGLU.

Les gouvernements locaux et régionaux au premier Forum d'examen des migrations internationales (IMRF)

En mai 2022, une délégation de maires et représentant-e-s des villes de CGLU ont participé au premier Forum d'examen des migrations internationales (IMRF), avant l'Assemblée générale de l'ONU à New York, où les États membres et parties prenantes de l'ONU se réuniront pour examiner les progrès vers la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (GCM), le premier accord international sur les migrations conclu à l'échelle de l'ONU en 2018. La mobilisation des GLR marquera une étape importante pour l'Organisation mondiale, en plus du mécanisme des maires (CGLU, OIM et MMC) et de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux (GTF), dans leurs efforts de plaidoyer pour impliquer activement et significativement les gouvernements locaux aux discussions de l'IMRF, pour concrétiser notre engagement à faire entendre les voix et actions locales pour refaçonner la gouvernance sur les migrations,

en cohérence avec les principes de dignité et de solidarité territoriale.

À l'IMRF, les États membres et les parties prenantes se sont réuni-e-s pour cinq jours de programmation, notamment une audition multipartite organisée par le président de l'Assemblée générale, des tables rondes thématiques, des événements parallèles, et l'adoption d'une déclaration de progrès par l'Assemblée générale.

La journée de réunion des GLR de la Global Taskforce et l'événement parallèle de la charte de Lampedusa sont extrêmement importants pour le mouvement municipal : ils constituent un appel à la dignité et à la solidarité territoriale et le lancement de l'appel à l'action locale du mécanisme des maires (partenariat entre CGLU, l'OIM et le MMC) avec une publication phare compilant les engagements de 60 gouvernements locaux à mettre en œuvre les Pactes sur les migrations et les réfugié-e-s (GCM et GCR).



La numérisation inclusive

En suivant le principe de l'accès pour toutes et tous, CGLU s'engage à promouvoir l'égalité d'accès à la technologie et à développer une approche publique qui a à cœur les biens communs. Les technologies numériques et les droits numériques sont devenus des éléments essentiels de l'agenda de CGLU. CGLU est l'un des principaux partenaires de la Coalition des villes pour les droits numériques, dirigée par les villes d'Amsterdam, de Barcelone et de New York. Elle défend la protection des droits numériques pour toutes et tous, notamment le droit à la vie privée et le droit à l'ouverture des données, la nécessité d'un accès équitable à la technologie et au haut débit pour tous les habitant-e-s, et des mécanismes de gouvernance ouverts.

CGLU, en tant que membre de l'équipe centrale de la Coalition, s'efforce de faire le lien entre les processus politiques mondiaux et le travail de la Coalition pour les droits numériques. Ces processus politiques mondiaux vont au-delà de la technologie pour s'assurer que dans les processus importants, comme par exemple le FPHN ou Génération Égalité, l'importance des technologies numériques soit prise en compte.

CGLU a également contribué à établir le lien entre les droits numériques et la culture en reliant le travail d'un partenaire principal de CGLU pour la culture, la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et d'institutions (IFLA) et la Coalition des villes pour les droits numériques, afin de plaider davantage en faveur du lien entre les droits numériques et les bibliothèques. Ce lien a également été établi au sein du Conseil politique sur les opportunités pour toutes et tous, la culture et la diplomatie des villes : les clés du développement durable et de la paix.

Dans le cadre de Smart City Expo World Congress de 2021, CGLU a fait un lien concret entre les activités de son Conseil mondial et les activités de la Coalition des villes pour les droits numériques, y compris son Assemblée générale des membres qui a lieu

chaque année lors du Congrès Smart Cities. Un suivi sera également donné à l'expérience #CitiesAreListening sur la récupération intelligente, qui a eu lieu lors de Smart Cities Live 2020.



L'Agenda pour la paix

Les trois dernières années ont été essentielles pour la solidarité internationale et la consolidation de la paix. Deux années après l'adoption par CGLU de sa déclaration de Durban, dans laquelle nous avons exprimé notre détermination à devenir un mouvement municipaliste axé sur l'égalité et la démocratie locale et au milieu d'une pandémie, la paix conduite par la solidarité reste au cœur de tous nos efforts.

Après la « Route vers le troisième Forum mondial » qui a eu lieu en 2021, en tant que réunion préparatoire au troisième Forum mondial des villes et territoires de paix, CGLU a pris un rôle plus important au sein du Secrétariat du Forum, passant le relais de la ville de Mexico (hôte en 2021) à Bogotá, où se tiendra la quatrième édition du Forum en 2023, en mettant l'accent sur les soins comme pierre angulaire du Forum.

CGLU a également dirigé le développement de la Déclaration de Mexico, qui lie le processus du Forum avec le développement de notre Pacte pour l'avenir et est disponible pour les membres de CGLU sur notre plateforme UCLGMeets. La Déclaration appelle à :

- A.** Un travail multiniveau et la reconnaissance des territoires dans toutes les discussions mondiales sur la paix
- B.** Le renforcement des systèmes de santé et la vaccination universelle comme pierre angulaire de sociétés pacifiques
- C.** Le développement de cultures de paix en promouvant des politiques de transformation pacifique des conflits
- D.** L'utilisation de la force de CGLU en tant que réseau mondial de gouvernements locaux et régionaux pour renforcer le plaidoyer local-mondial sur la paix et relever les défis futurs.

Le Prix de CGLU pour la paix lance sa troisième édition en 2022 à Daejeon. En 2021, VNG International et CGLU ont publié le e guide sur le



Prix intitulé «Gouvernements « Gouvernements locaux et culture de la paix ». Le guide met en lumière les communes lauréates des éditions 2016 et 2019, ainsi que les finalistes et mentions honorables, et trace les chemins vers l'avenir du Prix.

Le Congrès mondial de CGLU à Daejeon aura la paix et la coexistence comme l'un de ses thèmes principaux. Le processus #CitiesAreListening et Town Hall sera essentiel pour favoriser de nouveaux partenariats et s'appuyer sur ceux existants entre le mouvement municipal et la société civile, en particulier avec des associations telles qu'ACCORD, qui a été un élément inspirant pour le Pacte pour l'avenir.

Le Congrès mondial de 2022 sera l'espace de célébration de la troisième édition du Prix de CGLU pour la paix. La visibilité du Sommet peut renforcer la portée du prix, en touchant de nouveaux publics.



Les Dialogues municipaux de CGLU pour la paix

2022 a été un appel à revenir à nos origines en tant que mouvement animé par la paix et la diplomatie des villes, et suite au mandat reçu de sa Présidence, CGLU a lancé les Dialogues municipaux pour la paix.

Ces dialogues ont posé les bases d'un dialogue local au-delà du conflit actuel, en abordant également les questions actuelles relatives au rôle des gouvernements locaux et régionaux dans le contexte des urgences humanitaires. L'initiative se présente sous la forme d'une série de dialogues qui déboucheront sur des actions concrètes dans le cadre du programme de travail de CGLU, en collaboration avec des organisations et des partenaires de consolidation de la paix et dans le cadre de l'Agenda pour la paix au sens large.

Les Dialogues de CGLU pour la paix se sont jusqu'à présent réunis à trois occasions distinctes, afin de rassembler le réseau sur les questions de paix, la dernière réunion ayant eu lieu dans la ville de La Haye après une série de réunions virtuelles et une session au Bureau exécutif de CGLU qui a rassemblé des maires, des expert-e-s de la société civile et le rapporteur spécial des Nations unies sur le Myanmar.

CGLU PREND SOIN
DE LA PLANÈTE
- TRANSFORMER
NOTRE RELATION
AVEC NOS
ÉCOSYSTÈMES

NOUS PRENONS SOIN DE LA PLANÈTE

Élever le niveau des ambitions des COP
de la CCNUCC et de la CNULCD

Faire entendre la voix de nos territoires
sur les processus climatiques et les NDC

Transformer nos systèmes alimentaires

Les gouvernements locaux et
régionaux protègent nos océans

Eau et assainissement

Promouvoir la résilience urbaine

Mobilité durable et transports publics

Tirer parti du potentiel de la proximité

Les régions et les villes intermédiaires
au service de la transformation urbaine

Le développement lié à l'humanité n'a jamais été aussi intense, ni aussi rapide, en ce qui concerne l'utilisation des ressources planétaires. Le temps et l'urgence vont de pair, et si le changement a toujours été une règle sur la planète, la vitesse de la transformation humaine est si rapide que le double effet sur la planète rend l'action plus urgente que jamais.

Nous prenons soin de l'avenir en adoptant une **vision écologique des écosystèmes**, en passant de la surexploitation des ressources naturelles à la protection de la biodiversité, des océans, de la terre et du sous-sol et de notre atmosphère. Prendre soin de la planète signifie définir les engagements en matière de durabilité, de résilience et d'habitabilité.

Face au défi de l'urgence climatique, de la dégradation de l'environnement et de la biodiversité, il est essentiel de développer de nouvelles formes de production, de consommation et de vie quotidienne par la co-création.

Les systèmes actuels sont à la fois insoutenables et inefficaces et creusent les inégalités. Nous devons transformer notre relation collective avec la nature et être le fer-de-lance du développement d'une nouvelle vision de notre avenir commun, dans laquelle nous réanalysons les valeurs qui façonnent notre compréhension en tant qu'êtres humains et développons des voies qui sont positives pour la nature.

CGLU promeut un changement dans la perception de nos systèmes de vie, vers une **relation écologique harmonieuse** entre l'humanité et la nature. Les villes et les territoires doivent prendre en considération le droit des générations actuelles mais aussi futures à profiter d'une planète saine, durable et vivable. Alors que les gouvernements locaux et régionaux s'engagent pour renforcer la résilience globale, il est important d'explorer les liens entre les villes et les campagnes et l'intégration des écosystèmes plus larges des villes intermédiaires, des métropoles, des régions et des territoires.



Élever le niveau des ambitions des COP de la CCNUCC et de la CNULCD

CGLU, aux côtés de l'ICLEI (réfèrent de la CCNUCC) s'est assurée que les voix des villes et des régions étaient entendues à la COP25 et à la COP26 et avant la COP27.

Suite aux priorités publiées par la présidence britannique de la COP26, le collectif a présenté une feuille de route correspondante, avec l'ICLEI comme réfèrent de notre collectif et la COSLA comme partenaire locale, qui se focalise sur six domaines prioritaires : élever le niveau d'ambition des gouvernements locaux et régionaux ; s'assurer d'une intégration verticale et de la transparence des NDC ; localiser les financements pour la lutte contre le changement climatique ; relier le climat à l'économie circulaire et à la nature ; amplifier l'action climat mondiale. En ce qui concerne l'action climat locale, la feuille de route vers la COP26 comprenait l'opérationnalisation du Fonds GAP et l'opérationnalisation des liens avec le Comité permanent de la CCNUCC sur le financement du climat.

Le collectif a défendu le rôle des gouvernements locaux et régionaux en amont de la COP26, par le biais de la Journée des gouvernements locaux et régionaux qui s'était tenue le 11 novembre 2021 (Journée des villes, des régions et de l'environnement) et a plaidé en faveur d'une 2^e phase renouvelée ciblant de plus grandes contributions déterminées au niveau national de l'Accord de Paris, fondées sur l'action multiniveaux.

La COP27 devant être accueillie par l'Égypte, un pays du Sud, nous nous attendons à une plus grande focalisation sur les enjeux de la résilience et de l'adaptation, de l'alimentation, de la nature, des financements, de l'atténuation, de la culture, des pertes et préjudices.



Nous pouvons également nous attendre à ce que l'action multi-niveaux et l'urbanisation soient importantes pour ce continent au développement ultra rapide. Une Journée des villes et de l'action multiniveaux sera organisée dans le cadre du programme officiel de la présidence, au cours de la seconde semaine de la COP27, le 17 novembre, dans le contexte de la Journée des solutions. Les modalités de la journée sont encore à préciser.

Le Secrétariat mondial de CGLU s'assure que CGLU-Afrique sera également incluse aux discussions au cours desquelles l'ICLEI sera le réfèrent de notre collectif à la COP27.

Le collectif plaide également pour une action juste, inclusive, holistique et respectueuse de la nature d'ici 2030 et 2050, en assurant des liens avec les décisions et l'agenda des COP 14 et 15. Lors de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), les gouvernements locaux et régionaux ont assuré que la désertification était plus clairement liée à l'aménagement territorial, à la résilience, à la nature, aux migrations, à l'alimentation et aux liens urbain-rural. La COP15 sur la désertification s'est tenue du 9 au 20 mai à Abidjan. Elle s'est appuyée sur les deux premiers sommets des maires de 1997 et 1999, mais aussi sur les tables rondes de haut niveau lors de la COP13 à Ordoz en 2013, et la première Journée des gouvernements locaux et régionaux lors de la COP14 à Hyderabad 2019, qui a ouvert la voie à la première décision spécifique à une COP.

La COP15 a abordé le lien qui existe entre un grand nombre d'Objectifs de développement durable (ODD), l'Accord de Paris, le cadre mondial et les cibles pour la biodiversité post2020 et la dégradation des terres.

Faire entendre la voix de nos territoires sur les processus climatiques et les NDC

Dans le cadre des Grands groupes et parties prenantes au Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), un Sommet des régions et des villes a été organisé conjointement lors de l'Assemblée 5.2 des Nations unies pour l'environnement (UNEA-5.2), aux côtés du PNUE et des membres de la Global Taskforce, notamment CGLU, ICLEI, C40, GCoM, avec le soutien de la FAO, du PNUD et d'ONU-Habitat. Le Sommet des régions et des villes comprenait trois segments sur les solutions fondées sur la nature dans la lutte contre les chaleurs extrêmes et pour limiter le réchauffement de la planète, les jardins urbains et périphériques en soutien aux systèmes d'alimentation durables et résilients et un segment de haut niveau examinant les moyens de mettre à échelle les solutions pour tirer parti au mieux du potentiel de la nature dans les villes.

CGLU a également assuré un suivi des discussions des États membres en vue de Stockholm+50, organisé les 2 et 3 juin 2022 pour célébrer les 50 ans de la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain. Le gouvernement suédois, avec

le soutien du gouvernement kenyan, a accueilli Stockholm+50, comme contribution à la dimension environnementale du développement durable et afin d'accélérer la mise en œuvre des engagements dans le contexte de la décennie de l'action et la concrétisation du développement durable, notamment une reprise durable de la pandémie de COVID-19.

Une piste sur l'engagement infranational a été mise en place et un premier appel préparatoire a eu lieu en mai 2022. CGLU, ICLEI et C40 ont été invité-e-s à participer. La piste entend s'assurer que la perspective des gouvernements locaux et régionaux est bien prise en compte. Le PNUE va mettre en place un groupe des « ami-e-s de » au sein duquel une note d'information sera débattue et une série de réunions de consultation seront menées à l'échelle régionale. Le PNUE a également la volonté d'impliquer un groupe de 8-10 champions et championnes des dirigeants et dirigeantes locales. Le réseau de la GTF a souligné la nécessité de garantir que les liens avec Rio+20 et la gouvernance environnementale sont bien pris en compte. Le réseau

de la GTF s'est également interrogé sur l'impact de Stockholm+50 sur les instances décisionnaires et les processus de l'ONU.

Un Forum des villes s'est tenu à Stockholm, organisé par le maire de Stockholm et le C40 les 1-2 juin 2022, qui s'est intéressé aux émissions liées à la consommation. Le Forum ciblait environ 200 représentant-e-s élu-e-s à l'échelle locale et régionale, praticien-ne-s et partenaires de gouvernements locaux et régionaux. Le Forum s'est conclu sur une déclaration conjointe avec le secteur privé et des mouvements de jeunes.

En ce qui concerne les contributions déterminées au niveau national (CDN), CGLU, avec le PNUD, le GCoM, le PNUE et en collaboration avec ICLEI, a tenu un dialogue ministériel de haut niveau le 28 mai 2020, appelant à une gouvernance à plusieurs niveaux plus structurée pour des CDN renforcées. Des ministres d'Italie, d'Indonésie, de Côte d'Ivoire, d'Éthiopie, d'Afrique du Sud, du Chili, et plus de 25 maires et gouverneurs de toutes les régions du monde, avec des membres de la Global Taskforce comme CLGF, le CCRE, CGLU Afrique et le Forum des régions, étaient présents. L'importance d'un plan de relance vert a été soulignée, et les gouvernements locaux et régionaux ont demandé que celui-ci soit basé sur un environnement national favorable et des mécanismes financiers solides pour soutenir les efforts locaux.

Du 9 au 19 novembre 2020, les dialogues « Race To Zero » ont été organisés en ligne pour mettre en évidence la contribution des acteurs non étatiques au soutien d'une relance saine, résiliente et sans carbone qui prévienne les menaces futures, crée des emplois décents et débloque une croissance durable et inclusive.





Transformer nos systèmes alimentaires

La pandémie et le contexte d'instabilité géopolitique croissante ont démontré la nécessité toujours plus grande de renforcer les liens entre les gouvernements nationaux et locaux. Il est également important de promouvoir des cadres politiques qui reconnaissent l'interdépendance des diverses composantes des systèmes alimentaires et le rôle crucial des différents niveaux de gouvernement.

Une approche axée sur les systèmes alimentaires devient de plus en plus pertinente pour les gouvernements locaux et régionaux du monde entier, car on y trouve de nombreux problèmes sociaux pressants : la pauvreté et l'inégalité, notamment l'accès à la nourriture et à des régimes alimentaires sains, la santé publique, les nouvelles modalités de planification urbaine, les expressions culturelles, et enfin le climat et l'écologie. Les effets de la pandémie appellent également à se recentrer sur le droit à une alimentation suffisante, adéquate, nutritive et durable.

CGLU fait partie du groupe de travail de la FAO sur les systèmes alimentaires urbains, facilité par la FAO et l'Alliance

mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN), qui est composé de gouvernements locaux et régionaux, de réseaux de villes, d'organisations spécialisées dans l'alimentation, d'institutions de développement et d'agences des Nations unies. Le groupe de travail s'efforce de s'assurer que les gouvernements locaux et régionaux et la question des systèmes alimentaires urbains sont présents dans tous les processus dirigés par la FAO ainsi que dans d'autres processus politiques internationaux.

CGLU fait également partie d'un groupe de travail ad hoc sur la gouvernance territoriale dirigé par ONU-Habitat, la FAO et l'OCDE, entre autres, établi pour souligner le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans le renforcement de la gouvernance multiniveau et l'amélioration de la coordination et de la collaboration des acteurs

pertinents pour transformer les systèmes alimentaires.

CGLU est engagée dans la mobilisation politique et le plaidoyer du collectif des gouvernements locaux et régionaux relatifs aux systèmes alimentaires au sein de plusieurs processus politiques internationaux notamment via les COP26 et 27 de la CCUNCC, le 7e et le 8e Forum du Pacte de Milan sur la Politique Alimentaire Urbaine 2022 et Africités 2022.

CGLU fait partie du groupe consultatif du comité de l'ONU de la sécurité alimentaire (CFS), un mécanisme composé d'États membres, d'organisations internationales et d'ONG qui se consacre à contribuer à l'élaboration des politiques du CFS en matière de sécurité alimentaire mondiale.

Dans tous ces processus, CGLU, au sein de la Global Taskforce (GTF), veille à ce que les gouvernements locaux et régionaux soient inclus dans tous les processus de prise de décisions au niveau international liés aux systèmes alimentaires, notamment le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires en 2021, et que les messages des maires et des gouverneurs soient pris en compte dans les discussions. CGLU participe également à des discussions avec la FAO et d'autres acteurs clés sur le développement éventuel d'une alliance qui se concentrera sur les systèmes alimentaires et les gouvernements locaux et régionaux.



Les gouvernements locaux et régionaux protègent nos océans

La participation de toutes les sphères de gouvernement et des parties prenantes est primordiale si l'on entend parvenir à une gestion et une utilisation durables de la planète et de nos océans. La gouvernance innovante multiniveau et pluripartite met à contribution les liens entre différentes échelles et disciplines nécessaires à une gouvernance et une prise de décisions inclusives, qui forge la résilience et engendre une efficacité maximale dans l'élaboration des politiques. Ce n'est qu'avec des approches de protection de nos océans se focalisant sur le déblocage d'outils, ressources et modèles de gouvernance innovante aidant les gouvernements nationaux, infranationaux et locaux à travailler en collaboration sur les politiques de développement résilientes au climat et de gestion des océans que nous pourrions concrétiser l'ODD 14.



Dans ce cadre, l'édition 2022 de la Conférence de l'ONU sur les océans a prévu pour la première fois un Forum spécial pour les gouvernements locaux et régionaux (LRGF) au sein du programme officiel, co-organisé par le département des affaires économiques et sociales de l'ONU, la Global Taskforce avec le soutien de CGLU, l'ICLEI et Regions4. CGLU, ICLEI et Regions4 ont facilité des débats avec la participation d'une délégation d'une vingtaine d'élus locaux et régionaux.

Le LRGF a recommandé de renforcer et reconnaître le rôle des gouvernements locaux et régionaux et des territoires dans la gouvernance des océans ; un rôle essentiel à la concrétisation des agendas de développement universels et de l'ODD 14. Le Forum a souligné le rôle de la gouvernance multiniveau et de la collaboration pluripartite dans la protection de nos océans et l'inclusion des villes, régions et territoires au-delà des zones côtières ; un rôle primordial

pour parvenir à des actions significatives en faveur de nos océans.

Lors des réunions en plénière de la Conférence de l'ONU sur les océans du 27 juin au 1er juillet, notre collectif représenté par le secrétaire général de l'association nationale des municipalités du Mozambique, a recommandé aux gouvernements de renforcer les capacités des gouvernements locaux et régionaux dans la construction de modèles de co-gestion innovante et durable, où le consensus entre les différents acteurs tels que les scientifiques, les ONG, le secteur économique et les administrations impliquées garantit un processus se fondant sur la science et les solutions innovantes, rapprochant ainsi la protection des écosystèmes marins et la préservation des services écosystémiques des activités maritimes pour le bénéfice de toutes et tous.

Eau et assainissement

Le Forum mondial de l'eau a eu lieu du 21 au 26 mars 2022 à Dakar, au Sénégal. En tant que membre du comité directeur international et en coopération avec CGLU-Afrique et l'OCDE, CGLU a co-organisé une Journée des gouvernements locaux et régionaux le 23 mars, en présence de 80 élu-e-s et praticien-ne-s de l'échelle locale et régionale venant d'Afrique, d'Europe et d'Asie.

La Journée des gouvernements locaux et régionaux a été l'occasion de démontrer les grandes connexions entre le Forum mondial de l'eau et les processus onusiens relatifs à l'eau, notamment l'agenda commun des

Nations unies, la Conférence des Nations unies sur l'eau prévue pour mars 2023 et l'examen de l'ODD 6 en 2023. Ce fut également l'occasion de mettre au centre des discussions nos contributions politiques et de plaider concernant les biens communs mondiaux et la nécessité de protéger le droit universel à l'eau et aux services de base d'eau et d'assainissement.

Un plan d'action pour la sécurité de l'eau a été discuté et adopté. Il se focalise sur les éléments précédemment cités et inclut les piliers fondamentaux de gouvernance, localisation, accès aux financements de l'eau et renforcement des capacités.



Promouvoir la résilience urbaine



Dans le cadre de son travail de promotion de la résilience urbaine et territoriale, CGLU copréside aux côtés de l'UNDRR le comité de coordination mondiale des initiatives Making Cities Resilient 2030 (MCR2030, préparer les villes à être résilientes), un partenariat mondial pour renforcer la résilience locale et s'assurer que les villes deviennent résilientes et soutenables d'ici à 2030, et ce grâce à des efforts de plaidoyer, des partages de connaissance et des réseaux d'apprentissage entre villes sur le plan technique et politique.

En mai 2022, CGLU a également participé au 7e Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophe (GPDRR 2022) à Bali en Indonésie, et a présenté les efforts actuels de notre réseau dans la localisation du Cadre de Sendai et le renforcement de la résilience urbaine. Coprésidé par le gouvernement indonésien et l'UNDRR, le Dispositif mondial a eu lieu à un moment critique : sept ans après l'adoption du Cadre de Sendai et un peu plus de deux ans après le début de la pandémie de COVID-19.

Le GPDRR 2022 a permis l'organisation d'un Forum des dirigeants locaux, qui s'est focalisé sur le rôle du Cadre de Sendai pour soutenir les gouvernements locaux dans leur concrétisation des ODD 1, 3, 11 et 13 et a présenté des études de cas de plusieurs Resilience Hubs de la MCR2030. À son tour, CGLU a participé au Forum des parties prenantes devant les représentants de la société civile, du secteur privé et du secteur humanitaire et s'est assurée de la visibilité de notre collectif, en veillant à ce que ses principaux messages soient bien entendus.

En vue de l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai, dont la déclaration politique sera adoptée en mai 2023 lors d'une réunion de haut niveau organisée par l'AGP et comme elle fait partie du mécanisme de participation des parties prenantes de Sendai, CGLU a contribué à s'assurer de la visibilité et de la sensibilisation aux messages et aux apports de notre collectif auprès de l'UNDRR, qui organise le processus d'examen.

Mobilité durable et transports publics

L'une des principales priorités de CGLU et du collectif des gouvernements locaux et régionaux est la mobilité durable. La mobilité durable avec les transports publics comme colonne vertébrale est essentielle pour garantir la concrétisation des agendas mondiaux et la protection de toutes et tous et de la planète. La mobilité et les autres services publics locaux essentiels jouent un rôle important dans notre vie quotidienne et sont fondamentaux pour favoriser l'inclusion sociale, l'accessibilité universelle, l'efficacité énergétique, l'action climat et la résilience.

CGLU a contribué à créer un lien entre la mobilité et les transports publics et d'autres priorités clés de l'Organisation mondiale, telles que les technologies numériques, l'accessibilité, la transition écologique et l'égalité des genres.

À l'occasion de la 66^e commission de la condition de la femme (CSW), CGLU a mobilisé le collectif réuni au sein de la Global Taskforce des gouvernements locaux et



À cette fin, le concept de proximité a démontré être un moteur essentiel dans la promotion d'initiatives de planification et d'élaboration de politiques visant à transformer nos sociétés, nos systèmes et nos modes de vie. Défendre des services publics, mais aussi des modèles de transport, de production et de consommation axés sur la proximité est fondamental si l'on veut préserver notre planète, favoriser la qualité de vie dans nos villes et sur nos territoires, tirer pleinement parti de l'innovation inclusive et fournir les conditions permettant le développement humain et collectif et l'habitabilité de la ville.

La proximité gagnant toujours plus de popularité auprès des urbanistes et leaders politiques, CGLU, aux côtés d'ONU-Habitat, C40 et le Smart City Expo World Congress, est devenue en 2022 une partenaire fondatrice de l'Observatoire mondial des proximités, piloté par la Chaire ETI de la Sorbonne, dirigée par le conseiller spécial de la maire de Paris, le professeur Carlos Moreno. L'Observatoire a été lancé dans le contexte du Forum urbain mondial 2022 à Katowice.

régionaux, pour organiser la Journée des gouvernements locaux et régionaux sur le thème : « Le mouvement municipal féministe : renforcer les capacités des femmes dirigeantes locales comme voie pour la réalisation des ODD ».

Une session spécifique « Favoriser l'égalité des genres et l'action climatique par la mobilité urbaine durable » a été co-organisée avec l'Union internationale des transports publics (UITP) et a eu lieu dans le contexte du Forum des ONG du CSW. La session a permis de réunir les représentant·e-s élu·e-s et nommé·e-s des gouvernements locaux et régionaux, des parties prenantes expertes du transport public, des partenaires et des représentant·e-s de la société civile, afin de réfléchir et défendre le rôle des GLR et de la mobilité urbaine durable dans la concrétisation de l'ODD 5, en faisant le bilan de notre situation en 2022, et de la façon dont nous pouvons travailler ensemble vers l'agenda commun pour 2030 et au-delà.

Tirer parti du potentiel de la proximité

Les modèles actuels de production et consommation étant insoutenables, il est urgent et nécessaire de les remplacer par des modèles circulaires et régénérateurs. Faciliter le développement de villes et territoires où les populations ont facilement accès à l'emploi, aux services, aux biens et connectent avec leurs communautés est essentiel à la promotion de sociétés durables et résilientes, ancrées dans la justice sociale et l'égalité des genres.



Les régions et les villes intermédiaires au service de la transformation urbaine



La pandémie mondiale a rendu l'importance d'une approche de système de villes articulée par des villes et territoires intermédiaires encore plus évidente qu'auparavant. La nécessité d'étendre les systèmes de santé, d'alimentation et de services au-delà des zones métropolitaines est désormais une priorité pour la plupart des pays du monde. La symbiose entre le monde urbain et le monde rural définira les futures politiques d'investissement et de planification dans le monde entier. Elle est également à l'ordre du jour des économies les plus puissantes de la planète réunies au sein du G20.

Le Forum des villes intermédiaires de CGLU a reporté sa réunion de 2020 à 2021. Il s'est tenu du 4 au 8 octobre 2021. Accueilli par la ville de Kütahya, en Turquie, le rassemblement de cette année visait à tracer des lignes vers le monde post-COVID, tout en s'appuyant sur les défis connus lors de la crise pandémique du COVID pour

améliorer les conditions et les capacités des villes intermédiaires afin de libérer leur potentiel au niveau mondial.

Le Second Forum mondial des villes intermédiaires, en collaboration avec CGLU-MEWA, s'est appuyé sur une série de consultations qui ont eu lieu à la fois au niveau thématique et continental et qui se sont appuyées sur la communauté des villes intermédiaires que CGLU a développée.

Les principaux domaines d'intervention étaient les suivants : économie, culture, environnement et capitaux humain et social. En accord avec l'agenda général et les priorités de CGLU, quatre agendas thématiques ont structuré les consultations et ont été reflétés dans les sessions du Forum ainsi que dans les recommandations.

Il convient de souligner la pertinence internationale de cet agenda, qui s'inscrit dans les priorités de la présidence italienne

du G20. CGLU représente le collectif des villes au sein du Groupe de travail sur le développement du G20 où cette question est discutée et le processus du Forum de CGLU a contribué aux discussions entre les États membres.

Le Forum des régions a renforcé son agenda au cours de l'année, culminant avec la session de notre Conseil mondial de CGLU « Forum des régions : Feuille de route : renforcer la voix des régions », qui a réuni les dirigeant-e-s du Forum pour élaborer une feuille de route afin de contribuer à la transformation et de se renouveler pour l'ère post-COVID.



NOUS PRENONS SOIN DU GOUVERNEMENT

L'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux et la révision du Nouvel agenda urbain

Coopération au développement et partenariat mondial

Les perspectives urbaines dans le processus du G20

Notre collectif aux Nations Unies

Notre collectif répond à l'appel d'ONU75

Localiser le financement du développement

L'Observatoire mondial sur les finances et l'investissement des gouvernements infranationaux de l'OCDE et CGLU



**CGLU PREND
SOIN DU
GOUVERNEMENT
- LA DÉMOCRATIE
LOCALE,
ESSENTIELLE
POUR
RENOUVELER LE
CONTRAT SOCIAL**

Le municipalisme incarne une manière de faire de la politique qui permet de relever les défis d'aujourd'hui et de demain, qui sont toujours connectés : CGLU croit en un monde de demain construit sur la solidarité et la gouvernance de proximité que les gouvernements locaux et régionaux apportent à la table, façonnée par les aspirations et la vision des habitant-e-s. Prendre soin du gouvernement, c'est définir la gouvernance en partenariat, en plaçant nos communautés au cœur des mécanismes de prise de décisions, en construisant la paix et la prospérité à partir de nos villes et régions et en passant d'un système international à un système dirigé par nos communautés, avec la démocratie locale comme valeur principale.

Répondre à ces appels et rétablir, à tous les niveaux, la confiance entre les citoyens et les institutions sont des éléments déterminants

pour réaliser les agendas mondiaux. Le Pacte pour le gouvernement place la démocratie locale au cœur des actions, en abordant le développement d'une gouvernance locale participative, l'importance du renouvellement de la gouvernance et du développement de la gouvernance de l'urgence, et en veillant à ce que tous les acteurs soient en mesure de répondre grâce au développement des capacités et à la localisation des financements.



L'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux et la révision du Nouvel agenda urbain



L'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux est le mécanisme par lequel ces gouvernements ont apporté leurs contributions communes aux processus d'Habitat II et III, convoqués et facilités par la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux. Sa reconnaissance comme mécanisme formel d'examen et de suivi du Nouvel agenda urbain, place notre collectif dans une position critique pour s'engager en faveur d'un rôle accru des gouvernements locaux et régionaux dans la mise en œuvre de l'agenda mondial, mais aussi pour mettre en avant certains des principaux défis rencontrés pour le suivi et l'examen de la mise en œuvre.

Au-delà de la nécessité d'approfondir le débat sur la reconnaissance des gouvernements locaux et régionaux en tant qu'acteurs formels dans l'examen et le suivi du Nouvel agenda urbain, un certain nombre de questions clés ont été identifiées par les praticien-ne-s et les conseiller-e-s.

Le Conseil politique de CGLU sur le Nouvel agenda urbain a joué le rôle de banc d'essai pour l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux.

Il est proposé d'assurer une plus grande articulation entre le Conseil politique et le Comité consultatif des autorités locales auprès des Nations unies (UNACLA) lorsqu'il s'agit d'assurer une contribution au suivi et à l'évaluation du Nouvel agenda urbain, tous deux promouvant le Nouvel agenda urbain comme un accélérateur de la localisation des ODD.

En 2020, l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux a été organisée dans le cadre du WUF10 à Abu Dhabi et était coprésidée par la Global Taskforce et **Maimunah Mohd. Sharif**, directrice exécutive d'ONU-Habitat. Elle s'est structurée autour de trois moments et les dirigeant-e-s des gouvernements locaux et régionaux membres de la GTF, notamment le co-président de CGLU **Jan Van Zanen**, le trésorier **Berry Vrbanovic** and la vice-présidente **Carola Gunnarsson**, et près de 50 dirigeant-e-s élu-e-s des gouvernements locaux se sont réuni-e-s pour transmettre les recommandations au Forum urbain mondial et ont pu échanger avec les partenaires de la société civile et des Nations unies.

Les dialogues qui ont eu lieu au sein de l'Assemblée mondiale ont contribué à la rédaction de la déclaration de l'Assemblée



mondiale des gouvernements locaux et régionaux, qui a appelé les gouvernements nationaux et le système international à s'unir à notre collectif pour garantir la place de la culture au sein du développement durable, en plaçant les personnes au centre de la vie humaine. La déclaration s'engageait également à continuer de consolider l'Assemblée mondiale comme mécanisme de représentation de notre collectif, permettant de fournir nos contributions aux agendas de développement universels. La déclaration comprenait également des appels à l'implication de tous les acteurs dans les plans pour mener à bien le Nouvel agenda urbain, comme accélérateur des objectifs, avant leur examen (prévu à l'époque en 2021).

La culture a été au cœur des débats du WUF10 et CGLU et sa Commission Culture ont également été impliquées dans le document final du Forum, appelant le WUF à reconnaître la culture comme quatrième pilier du développement durable, et à reconnaître le rôle des gouvernements locaux dans l'accès à la culture.

L'Assemblée générale des Nations unies a tenu sa réunion de haut niveau sur la mise en œuvre effective du Nouvel agenda urbain le 28 avril 2022 (Quito +5+1), qui a été le premier rapport officiel des États membres.

CGLU, en tant que facilitatrice de la Global Taskforce, a joué un rôle essentiel dans la préparation des contributions du collectif et dans la convocation de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux le 27 avril,



avec la participation d'environ 30 maires et gouverneurs de toutes les régions du monde.

Alors que nous avons vers l'accélération de la localisation, notre collectif, par le biais de l'Assemblée mondiale, s'efforce également d'attirer l'attention sur le Nouvel agenda urbain en tant qu'élément crucial à la réalisation des ODD, essentiels pour garantir une prestation de services équitable et juste et des villes durables, inclusives, justes et plus sûres.

Suite à la participation de CGLU au sein du Comité consultatif sur l'urbanisation durable du président de l'Assemblée générale de l'ONU, il a été possible de garantir que quatre représentant-e-s des gouvernements locaux et régionaux prennent part au débat de l'Assemblée générale.

A. Mettre fin à la pauvreté et lutter contre les inégalités, avec une focalisation sur le logement abordable et l'accès aux services de base.

B. Dynamiser les économies urbaines équitables et durables et les financements prévisibles du développement urbain durable par l'intermédiaire d'approches innovantes.

C. Dissocier l'urbanisation de la pollution environnementale

et relier les communautés aux données et aux financements afin de renforcer l'adaptation au climat et la résilience.

D. Promouvoir des approches de planification urbaine participatives pour une réponse et prévention efficaces et inclusives face aux crises urbaines.

L'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux s'est attachée à démontrer la nécessité d'approfondir le débat sur la reconnaissance des gouvernements locaux et régionaux en tant qu'acteurs officiels et de contribuer à nouer des partenariats pérennes pour localiser les agendas de développement universels.

L'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux a discuté des progrès et du suivi de la mise en œuvre des objectifs mondiaux et du Nouvel agenda urbain, en ayant en tête les perspectives de la pandémie et de la paix. Elle a présenté les priorités du collectif concernant le Nouvel agenda urbain, les défis qui sont liés à sa mise en œuvre et ses liens avec les autres agendas mondiaux. Elle s'est structurée autour de trois axes : 1. La prestation de services publics locaux et le droit à la ville ; 2. L'égalité, les financements

et les pactes verts ; 3. La gouvernance multiniveau, les villes intermédiaires et des modèles de planification renouvelés.

La 11e session du Forum urbain mondial (WUF11) a eu lieu à Katowice du 26 au 30 juin. Les discussions avaient pour thématique d'origine « transformer les villes pour un meilleur avenir urbain », mais la paix et les urgences ont figuré en bonne place dans l'ordre du jour. Le WUF11 s'est tenu dans un format réduit comparé aux autres éditions, en raison de la situation complexe de la région en ce moment.

Une réunion clé pour notre collectif a été l'Assemblée des gouvernements locaux et régionaux, tout comme la table ronde des gouvernements locaux et régionaux, qui constituait un effort commun de la GTF et d'ONU-Habitat ; elle a été la preuve d'un dialogue conjoint entre dirigeant-e-s locaux et régionaux et sphères de gouvernement, et s'est appuyé sur les efforts des précédentes éditions du Forum urbain mondial.

CGLU a pris part à plusieurs événements parallèles qu'elle organisait ou co-organisait dans le cadre du WUF11, dans des domaines tels que l'égalité des

genres, les examens et rapports infranationaux, l'accessibilité et la paix.

CGLU et la GTF étaient présentes au WUF11 dans un pavillon mis à disposition pour l'organisation de réunions et la présentation de contenus. La municipalité de Daejeon était présente sur le stand, mettant en avant le Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux.

La déclaration de la GTF s'est appuyée sur le travail mené à New York lors de l'examen du Nouvel agenda urbain. En outre, elle reconnaît l'importance des gouvernements locaux et régionaux dans la consolidation de la paix et la prestation des services de base à toutes nos communautés, les gouvernements locaux et régionaux étant une pierre angulaire de la planification axée sur les êtres humains et garantie de l'action pour le climat. L'importance du WUF11 comme rassemblement pour contribuer au renouveau du système multilatéral a été également reconnue. La déclaration de la GTF a reconnu le besoin d'une communauté internationale forte qui reflète le contexte actuel et appelé les gouvernements nationaux à mobiliser des



financements, repenser le rôle des gouvernements locaux et régionaux sur la scène internationale et entériner les principes du Nouvel agenda urbain pour s'assurer que nous atteignons bien la transformation soulignée dans l'agenda commun du secrétaire général des Nations unies.

Les actions déclarées du WUF11 ont été présentées au terme du 11e Forum urbain mondial, et la GTF a contribué au prochain Pacte pour l'avenir de l'humanité dans un effort conjoint et une action déclarée entendant transformer le multilatéralisme dans une version plus inclusive et plus organisée en réseau. Le document final du WUF11 comprend en outre des contributions de la GTF, notamment des références au soin mis au centre de la planification et à l'importance des gouvernements locaux et régionaux dans la prestation des services essentiels et comme étant au cœur des décisions mondiales.



Coopération au développement et partenariat mondial

En juin 2022, et s'appuyant sur les rassemblements précédents, le Bureau exécutif a approuvé les bases du nouveau document d'orientation sur la coopération au développement, qui sera prêt et publié en 2022. Les nouvelles tendances et le nouveau rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la coopération au développement y seront abordés. Faisant suite à une étude préliminaire du think-tank ISD et après plusieurs entretiens avec des praticien-ne-s et les Sections de CGLU, une première ébauche a été partagée avec les membres du Bureau exécutif, où des recommandations politiques ont été incluses.

En tant que représentante des gouvernements locaux et régionaux au sein du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, CGLU, aux côtés d'ORU-Fogar, assure la coordination de la présence des gouvernements locaux et régionaux en vue de la troisième réunion de haut niveau sur l'efficacité de la coopération au développement, qui aura lieu du 12 au 14 décembre à Genève. Il a été proposé qu'une partie du Sommet se focalise sur le suivi et l'efficacité à l'échelle locale et régionale et CGLU a été désignée comme référente pour mettre au point cette piste.

Les perspectives urbaines dans le processus du G20



L'initiative Urban 20 (U20) a été lancée en 2017. Elle se propose de coordonner une position commune entre les maires des grandes villes du G20, pour informer et nourrir les discussions des dirigeants nationaux au G20. CGLU est, avec le C40, coorganisatrice de l'initiative, et joue un rôle actif en soutenant les présidents de l'U20 dans la réalisation des objectifs, l'organisation des réunions et la rédaction des documents finaux.

Les villes U20 se réunissent pour remettre aux présidents du G20 des communiqués orientés vers l'action, notamment leurs recommandations aux gouvernements nationaux sur l'action climatique, l'inclusion sociale et la croissance économique durable. La première moitié du cycle (de janvier à juin) est consacrée à la consolidation des positions des villes de l'U20 par rapport aux priorités en question et la seconde moitié (de juin à octobre) est dédiée au plaidoyer du G20 sur les messages de l'U20 en préparation du Sommet du G20. Les précédentes éditions de U20

ont été présidées par les villes de Buenos Aires en 2018 et de Tokyo en 2019.

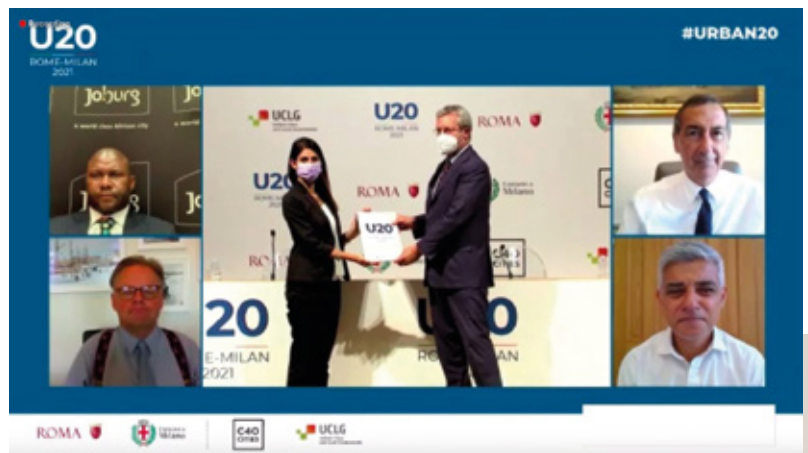
L'édition 2020 de l'initiative U20, présidée par la ville de Riyad, a été un processus d'un an qui a eu pour principale étape le sommet U20 du 30 septembre au 2 octobre. Le Sommet comprenait une session plénière d'ouverture, une session dédiée au groupe de travail spécial sur le COVID-19, une réunion politique à huis clos et enfin la remise du communiqué U20 2020 à un représentant de la présidence du G20. Le communiqué de 2020 a mis l'accent sur la promotion du soutien aux villes qui sont devenues des acteurs essentiels pour autonomiser les personnes, sauvegarder la planète et définir de nouvelles frontières de développement, et sur la reconnaissance de leur rôle dans la fourniture de services publics sûrs, inclusifs et équitables. Au total, 39 villes ont approuvé le communiqué.

Le cycle 2021 de l'U20 a été coprésidé par les villes de Rome et de Milan et le sommet U20 a

été organisé les 2 et 3 septembre 2021. Le communiqué de 2021 a été directement structuré sur les priorités de la présidence italienne du G20 : personnes, planète et prospérité. Ainsi, le communiqué d'Urban 20 exhortait les dirigeant-e-s du G20 à accélérer l'action climatique avant la COP26 et à investir dans les principes fondamentaux d'une reprise verte et juste, ainsi qu'à renforcer les systèmes de santé et les services publics pour garantir un accès mondial et équitable aux vaccins. Enfin, le communiqué appelle le G20 à favoriser la cohésion sociale et l'équité et à s'orienter vers des sociétés inclusives et prospères. Au total, 41 villes ont approuvé le communiqué.

Le cycle 2022 de U20 a été co-présidé par les villes de Jakarta et par Java Ouest et le sommet U20 a été organisé les 30 et 31 août 2022. Le communiqué de 2022 reflétait les priorités de la présidence indonésienne du G20 focalisées sur la santé, la transition numérique et la transition énergétique, ainsi qu'aux priorités de la ville-présidente telles que la reprise sociale et économique pour toutes et tous, la mobilité durable, l'égalité dans l'éducation et l'avenir du monde du

travail. Le communiqué de l'U20 a appelé les dirigeant-e-s du G20 à s'engager envers une reprise post-pandémie verte, ouverte, inclusive, juste et durable où toutes les personnes sont habilitées à participer à l'économie verte et à vivre dans des villes ouvertes sans crainte de discrimination, guerre ou impacts climatiques, dans un esprit de solidarité, de paix mondiale et dans le respect du patrimoine culturel et de la diversité. Au total, 44 maires et gouverneurs ont approuvé le communiqué.



Notre collectif aux Nations Unies

Ces trois dernières années, CGLU s'est attachée à amplifier les voix de notre collectif et à s'assurer de lui donner une place au sein des processus décisionnels. En tant que collectif organisé de gouvernements locaux et régionaux, nous avons compris que c'est à nous de contribuer à la concrétisation d'un nouveau type de multilatéralisme, qui fonctionne en réseau et soit inclusif. En tant que facilitatrice de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux, nous avons transmis notre rapport « Vers la localisation des ODD » au FPHN ces six dernières années, en soulignant le rôle essentiel des gouvernements locaux et régionaux dans la réalisation des ODD et en détaillant la trajectoire qu'il faut prendre pour veiller à ce que notre collectif soit bien en mesure de répondre aux défis de la décennie à venir.

Étant donné que CGLU a pour mandat de consolider le rôle des gouvernements locaux dans l'élaboration des politiques internationales, et que le collectif des

gouvernements locaux et régionaux se trouvera au cœur de la gestion de ces enjeux, CGLU a confirmé son engagement à promouvoir l'initiative UN75, en diffusant l'enquête en ligne (<http://un75.online>) et en augmentant le nombre et la diversité des personnes consultées.

À la demande des Nations Unies, CGLU a facilité un rapport sur le point de vue des dirigeants locaux et régionaux sur les défis qui nous attendent, le futur que nous imaginons, et le système multilatéral, inclusif et en réseau qui sera le plus adéquat pour répondre à ces aspirations.

Tout au long du FPHN de 2020, notre délégation de plus d'une centaine de maires et de dirigeants et dirigeantes locales ont insisté sur l'importance de la localisation de l'Agenda 2030 dans la reprise de la pandémie, afin de juguler les inégalités grandissantes mises en lumière par la pandémie et donc de se mettre sur la voie vers des sociétés plus équitables, résilientes et durables.

Le président de CGLU, Mohamed Boudra, au nom du grand groupe des autorités locales, a participé à l'ouverture du Forum politique de haut niveau, appelant à promouvoir les réformes nécessaires pour renforcer les ressources propres des gouvernements municipaux et régionaux, afin de permettre l'alignement de tous les plans sur les Objectifs de développement durable.

Notre collectif a également été fortement représenté lors de la session de revue thématique du FPHN sur le « renforcement de l'action locale », et nous avons organisé le lancement de la série des examens locaux volontaires (VLR, selon l'acronyme anglais), présentant notre premier volume du guide sur les VLR, en partenariat avec ONU-Habitat.

Comme c'est désormais la tradition au FPHN, CGLU a mobilisé le collectif réuni au sein de la GTF, afin de faciliter le troisième Forum des gouvernements locaux et régionaux, en partenariat avec Local 2030, l'ONU-DAES, le PNUD, ONU-Habitat et le cabinet du secrétaire général des Nations unies, et qui a rassemblé plus de 300 participant-e-s qui ont abordé l'importance de la prestation des services essentiels et d'une gouvernance territoriale multiniveaux renouvelée, en pleine pandémie, afin de mener à bien une collaboration entière entre les sphères de gouvernement.

La Journée des gouvernements locaux et régionaux a été l'espace pour présenter les résultats du quatrième rapport « Vers la localisation des ODD », qui traitait du rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la pandémie, ainsi que de notre implication dans le processus de suivi et de rapport des ODD, et adopté la déclaration commune de notre collectif au FPHN 2020. La déclaration commune a souligné



qu'il était important de combiner les efforts des multiples sphères de gouvernements en vue de transformer nos sociétés dans le cadre des ODD, et a réitéré l'engagement des GLR envers les agendas de développement universels.

Le Forum politique de haut niveau de 2021 s'articulait autour de « Une reprise durable et résiliente de la pandémie de COVID-19 qui favorise les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable : construire une voie inclusive et efficace pour la réalisation de l'Agenda 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisation pour le développement durable », et a révisé neuf Objectifs de développement durable : n° 1 sur l'élimination de la pauvreté, n° 2 sur la faim zéro, n° 3 sur la santé et le bien-être, n° 8 sur le travail décent et la croissance économique, n° 10 sur la réduction des inégalités, n° 12 sur la consommation et la production responsables, n° 13 sur l'action climatique, n° 16 sur la paix, la justice et des institutions fortes, et n° 17 sur les partenariats.

Le quatrième Forum des gouvernements locaux et régionaux, moment politique clé du collectif au sein du FPHN, s'est réuni les 12 et 13 juillet sur le thème « Favoriser une reprise résiliente et dirigée par les communautés. » Convoqué conjointement par le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UN DESA), la Global Taskforce, le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), l'événement a illustré l'importance de la localisation de l'action et des partenariats entre les sphères de gouvernement et les parties prenantes en vue d'atteindre les ODD examinés par le FPHN 2021.

Le Forum a mis en lumière les actions entreprises par et les solutions nécessaires pour les gouvernements locaux et régionaux pour une reprise inclusive, durable et résiliente, en soulignant le lien entre



la fourniture de services publics locaux et la couverture sanitaire, en illustrant le rôle que jouent les gouvernements locaux et régionaux pour garantir l'inclusion sociale et la prospérité, la requalification des travailleuses et travailleurs et la préparation à la transformation du travail et à l'évolution des modèles de production et de consommation, ainsi que la mise en place d'institutions efficaces fondées sur la solidarité. Le Forum a compté sur la participation des principaux responsables des Nations unies, tels que le président du Conseil économique et social et la directrice exécutive d'ONU-Habitat, de plus de 12 maires/gouverneurs du monde entier, de président-e-s d'associations de gouvernements locaux et de représentant-e-s de haut niveau d'organisations de la société civile.

CGLU a lancé, au nom de la Global Taskforce, la cinquième édition de son rapport au Forum politique de haut niveau lors de la Journée des gouvernements locaux et régionaux, qui fournit l'analyse la plus complète à ce jour des efforts des gouvernements locaux et régionaux pour répondre à la pandémie de COVID-19 dans les villes et territoires du monde entier, et pour promouvoir une reprise sûre, juste et verte. Grâce à l'approche « la santé dans toutes les politiques », l'accent est fortement mis sur la santé et sur la manière dont cette dimension politique, inscrite dans l'ODD 3, affecte et est affectée par d'autres dimensions et politiques

publiques telles que l'alimentation, les transports, l'urbanisme, l'eau et l'assainissement, les activités économiques, etc.

Le projet de déclaration ministérielle du Forum politique de haut niveau 2021 a consacré un paragraphe aux autorités locales. Comme cela avait été le cas dans le projet final de l'année précédente en raison de l'absence de consensus sur l'adoption de la déclaration par les États membres, il n'a pas été adopté définitivement.

Le Forum politique de haut niveau 2022 avait pour thématique « Reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Cinq objectifs de développement durable (ODD) étaient passés en revue cette année : l'ODD 4 sur l'éducation de qualité ; l'ODD 5 sur l'égalité des genres ; l'ODD 14 sur la vie aquatique ; l'ODD 15 sur la vie terrestre et l'ODD 17 sur les partenariats pour la réalisation des objectifs.

Réuni sous la thématique « Favoriser la réalisation des Objectifs de développement durable à l'échelle locale vers le Sommet ODD 2023 », le Forum des gouvernements locaux et régionaux a été organisé conjointement par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DAES), la GTF, le programme de l'ONU pour les établissements humains (ONU-Habitat), le programme de

l'ONU pour le développement (PNUD) et Local 2030. L'événement a illustré l'importance de la localisation de l'action et des partenariats entre les sphères de gouvernement et les parties prenantes en vue d'atteindre les ODD examinés par le FPHN 2022.

Le Forum a mis en avant les actions menées et les solutions dont a besoin le collectif des gouvernements locaux et régionaux pour accélérer la mise en œuvre des ODD examinés, en insistant sur le lien entre la prestation des services publics locaux et l'éducation comme leviers essentiels pour aborder les inégalités, le rôle primordial que jouent les femmes dans le leadership local et l'importance d'une élaboration féministe des politiques pour encourager des sociétés du soin et de la cohésion sociale, le rôle des villes et des territoires au-delà des zones côtières dans la protection de nos océans, et l'importance des gouvernements locaux et régionaux dans la protection de la nature et de la biodiversité. Il a compté sur la participation de responsables de l'ONU tels que le président de l'Assemblée générale et la directrice exécutive d'ONU-Habitat, mais aussi de maires et de gouverneurs venant du monde entier, président-e-s d'associations et réseaux de gouvernements locaux et de haut-e-s représentant-e-s des organisations de la société civile.

Le rapport du collectif au Forum politique de haut niveau, présenté au siège de l'ONU lors d'un événement spécifique de la Journée des gouvernements locaux et régionaux, a compté sur la participation des gouvernements locaux et régionaux, des agences onusiennes et des partenaires. Les données présentées dans le rapport émanent des expériences partagées dans les 220 réponses au questionnaire reçues cette année de la part des gouvernements locaux et régionaux et leurs associations de toutes les régions du monde. Elles comprennent une analyse exhaustive des 130 VLR et 26 VSR existants, ainsi que des tout nouveaux profils-pays pour la localisation des ODD et les 44 VNR prévus pour 2022.

En particulier, il analyse les rôles stratégiques des GLR au sein des mécanismes de coordination pour la localisation des ODD, des processus des examens nationaux volontaires (VNR), dans la mise en œuvre d'actions à l'échelle locale, ainsi que dans la promotion d'une éducation de qualité et tout au long de la vie (ODD 4), l'égalité des genres (ODD 5), la vie aquatique (ODD 14), la vie terrestre (ODD 15) et les partenariats pour les ODD (ODD 17). Le rapport s'appuie sur les VNR de cette année, sur les examens locaux volontaires (VLR) et les examens infranationaux volontaires (VSR) produits jusqu'ici, les 220 réponses de GLR au questionnaire annuel de la GTF/de CGLU et les profils-pays sur la localisation des ODD.

La Journée des gouvernements locaux et régionaux a également été l'occasion de présenter un rapport spécial du collectif au FPHN sur l'examen et le suivi de l'ODD 5 : « De l'engagement à la concrétisation du changement : les progrès des gouvernements locaux et régionaux en matière d'égalité des genres ». S'appuyant sur une perspective féministe, inclusive et axée sur le soin, ce rapport synthétise les tendances, les études de cas et les meilleures pratiques pour garantir qu'une approche diversifiée sensible au genre soit bien intégrée aux politiques, processus, budgets et programmes, afin de résoudre les

inégalités structurelles et améliorer le bien-être et les moyens d'existence de toutes et tous.

Le rapport fournit spécifiquement des recommandations et des conclusions concernant les rôles primordiaux que jouent les GLR dans la localisation de l'ODD 5 et dans la promotion de l'égalité des genres, par le biais de pratiques féministes, inclusives et qui prennent soin. Le rapport illustre également qu'il est nécessaire de favoriser l'égalité des genres et la participation des femmes et leaders locaux et locales, jeunes et féministes à la prise de décision, et combien cela est essentiel au processus démocratique, au développement durable et à la mise en œuvre efficace de l'ODD 5 sur l'égalité des genres.

Le projet de déclaration ministérielle du Forum politique de haut niveau 2022 comprenait un paragraphe spécifique (p.135) abordant l'autonomisation et l'inclusion des autorités locales et l'assurance d'une appropriation locale des ODD, et plusieurs références aux gouvernements locaux et régionaux sont faites tout au long du texte, et des références solides sont également présentes, considérant les examens infranationaux et locaux volontaires comme bienvenus car étant des outils essentiels pour afficher les progrès vers les ODD.



Notre collectif répond à l'appel d'ONU75

En 2020, à l'occasion du 75^e anniversaire des Nations unies, à un moment de grand défi et au milieu de la « décennie d'action », le secrétaire général Antonio Guterres a appelé à l'unité et à une action accélérée pour tous les peuples du monde, en convoquant un dialogue mondial pour discuter des priorités humaines et de la manière dont nous pouvons construire un avenir meilleur pour toutes et tous.

Suite au dialogue avec l'envoyée spéciale de l'ONU pour le 75^e anniversaire et la visite du président au secrétaire général des Nations unies en janvier, CGLU a été invitée à rédiger un rapport sur la vision du collectif des gouvernements locaux et régionaux à l'horizon du centenaire des Nations unies. Ce rapport fournit une vision des défis qui s'annoncent, de l'avenir que nous

imaginons et des idées pour un système multilatéral inclusif et en réseau, adapté à répondre à ces aspirations. Ce rapport sera l'un des quatre rapports présentés à l'Assemblée générale des Nations unies (et qui comprennent : la jeunesse, le secteur privé, la société civile et les gouvernements locaux et régionaux).

Le mouvement municipal et régional international, convoqué par la Global Taskforce facilitée par CGLU, s'est joint à la conversation mondiale de l'ONU75 pour s'assurer que les voix des villes et des régions du monde entier soient représentées.

Étant donné que CGLU a pour mandat de consolider le rôle des gouvernements locaux dans l'élaboration des politiques internationales, et que le collectif des gouvernements locaux et régionaux se trouvera au cœur

de la gestion de ces enjeux, CGLU a confirmé son engagement à promouvoir l'initiative UN75, en diffusant l'enquête en ligne (<http://un75.online>) et en augmentant le nombre et la diversité des personnes consultées.

Afin de faire entendre la voix de notre collectif dans le rapport, nous avons dépassé le cadre de la consultation mondiale à l'occasion du Bureau exécutif. Nos sections ont tenu des consultations régionales tout au long de l'année 2020, et nous avons également célébré une consultation avec les réseaux de la Global Taskforce en juin.

Dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies, le 21 septembre, les gouvernements locaux et régionaux du monde entier ont lancé leur vision, exposée dans le rapport à l'ONU75, sur la façon dont les gouvernements locaux et régionaux envisagent l'avenir mondial. Le rapport du collectif illustre les tendances qui affectent le plus le monde en 2020, l'état du multilatéralisme en 2045 et le changement structurel nécessaire pour un multilatéralisme davantage axé sur la communauté.

Le rapport que notre collectif de gouvernements locaux et régionaux a présenté est le résultat de la vision et du leadership des villes et des régions du monde entier, qui envisagent un monde qui ne laisse personne ni aucun territoire pour compte dans la reprise de la pandémie et qui inclut tout le monde dans le processus de prise de décisions.

Notre collectif a également abordé le rôle important des gouvernements locaux et régionaux qui ont montré la voie à suivre pendant la pandémie lors d'une session organisée dans la zone d'action des ODD des Nations unies, à laquelle a participé le



Localiser le financement du développement

président de CGLU et maire d'Al Hoceïma, Mohamed Boudra. La coprésidente de CGLU et maire de Polokwane Thembisile Nkadimeng, et le vice-président de CGLU Mohamed Saadieh, ainsi que le maire de Quelimane Manuel de Araújo et le maire de Oss Wobine Buijs-Glaudemann, ont exposé les aspirations des gouvernements locaux pour la reprise. Le trésorier de CGLU et maire de Kitchener Berry Vrbanovic a pris part à une autre session intitulée « Les alliances pour l'action : ce que veut le monde » qui mettait en avant les résultats du rapport.

Notre collaboration avec l'ONU75 est aujourd'hui plus pertinente que jamais, car nos recommandations font partie intégrante de la façon dont nous envisageons l'avenir de notre planète en plaçant les communautés au centre de la transformation d'un multilatéralisme renouvelé. Un monde qui assure la fourniture de services publics, qui promeut des modèles de consommation et de production locaux et un système interurbain qui s'appuie sur la force des villes et des régions sera essentiel pour développer la prochaine génération de communautés exigeantes.



La localisation des financements est au cœur des priorités stratégiques de CGLU depuis sa création. CGLU est engagée de longue date dans la recherche et la collecte de données afin de mieux connaître la situation des finances locales au niveau international et alimenter son plaidoyer auprès des banques de développement et d'investissement, notamment la Banque mondiale, pour la création de mécanismes de financements répondant aux besoins croissants de l'ère urbaine.

Le Fonds international d'investissement municipal (IMIF, selon l'acronyme en anglais), une initiative conjointe du FENU et de CGLU en collaboration avec le FMDV, a été officiellement lancé lors du Congrès mondial de CGLU à Durban en novembre 2019. Le Fonds vise à faciliter l'accès aux marchés financiers pour les villes (notamment les villes intermédiaires), afin de les aider à financer les infrastructures d'équipement. Le Fonds a été officiellement enregistré et une capitalisation initiale d'environ 200 millions d'euros est attendue d'ici début 2022.

En juin 2021, le Fonds d'assistance technique (TAF, selon l'acronyme en anglais) de l'IMIF, géré par le FENU et soutenu par CGLU et le FMDV, a mené une mission de cadrage à Chefchaouen, l'une des 3 villes pilotes qui font partie de la réserve de projets de l'IMIF. L'objectif de cette mission était d'évaluer le projet d'éclairage public de la ville, un projet de parking et d'autres projets pertinents. Ces projets représentent un investissement total d'environ cinq millions USD, à soumettre pour financement au gestionnaire du fonds de l'IMIF, Meridiam. La mission était composée d'un expert du FENU et d'un second du FMDV.

Pour soutenir la mise en œuvre de l'IMIF-TAF, un accord de partenariat a été signé entre le FMDV et le FENU en août 2021. Il devrait permettre de faciliter et d'accélérer la fourniture d'un soutien technique aux villes pour qu'elles puissent accéder au fonds d'investissement géré par Meridiam.

L'IMIF-TAF a terminé sa phase pilote au premier semestre 2022. Un questionnaire en ligne a été mis au point, s'adressant aux



gouvernements infranationaux ayant besoin de financements pour présenter leurs propositions de projet. Si un projet est sélectionné, le gouvernement local et régional bénéficiera d'un accompagnement étroit pour parvenir à une formulation de projet susceptible d'être financé puis l'orienter vers la modalité de financement la plus adéquate.

Fin 2021, le FENU a ouvert une ligne de financement spécifique dans son bilan afin de soutenir le financement de projets sous la forme de prêts consentis à des taux très favorables. Dans ce contexte, le comité d'investissements de l'IMIF-TAF a approuvé un plan de financement pour investissement transformateur dans le projet d'éclairage public de la ville intermédiaire marocaine de Chefchaouen. Le financement (une subvention, en partie remboursable et un prêt préférentiel) devrait être disponible dans les prochains mois, sous réserve de l'assentiment des partenaires marocains.

L'Alliance des banques de développement infranationales (SDB) en Amérique Latine et Caraïbes, dont le secrétariat est administré par le FMDV et qui vise à renforcer le rôle des SDB en tant qu'intermédiaires clés pour accroître les investissements infranationaux durables, a réuni son comité directeur le 26 janvier. Sa première activité prévue pour 2022 était un atelier entre pairs et multipartite sur les instruments d'élimination des risques et les mécanismes de garantie, un atelier mené par la Banque de développement interaméricaine.

Le FMDV a proposé plusieurs sessions de coaching et de mise en relation, dont la plus récente à Lomé, au Togo. L'objectif est d'aider les projets à présenter une certaine viabilité financière, par le biais d'assistance technique fournie par des professionnels de la finance, mais aussi en promouvant les échanges entre pairs et en entamant un dialogue direct avec les investisseurs potentiels.

En vue de la troisième conférence de la Coalition mondiale de Malaga pour les finances municipales qui doit se tenir à Malaga en 2023, ses principaux partenaires (le FENU, le FMDV et CGLU) préparent le terrain pour s'assurer que les parties prenantes sont bien prêtes à s'engager à transformer l'écosystème international et le faire fonctionner à l'échelle des gouvernements infranationaux. Suite à une première réunion préparatoire organisée en ligne en 2021 par CGLU, une deuxième réunion préparatoire a été organisée par le FENU en octobre 2022 dans le cadre du Congrès mondial de CGLU à Daejeon.

Dans la lignée de la stratégie renouvelée de CGLU sur la localisation des financements, le document d'orientation commandé à Barbara Samuels, conseillère UBUNTU de CGLU sur les finances locales, a été finalisé au premier trimestre 2022. En prenant comme point de départ le constat de la nécessité de remodeler l'écosystème financier local, le document identifie les mesures pratiques, les partenariats à mobiliser et les lieux spécifiques auprès desquels les gouvernements locaux et leurs défenseur-e-s devraient exercer de la pression pour obtenir une meilleure reconnaissance de l'importance des services et infrastructures locales et combler les déficits de financement à l'échelle municipale.

Entre mai et novembre, CGLU a participé activement aux consultations de la Commission européenne et du PFD sur les défis mondiaux, la programmation régionale et le multilatéralisme inclusif, et a apporté les points de vue des membres basés sur le rapport du collectif en vue d'ONU75.

L'Observatoire mondial sur les finances et l'investissement des gouvernements infranationaux de l'OCDE et CGLU

L'Observatoire mondial sur les finances et les investissements des gouvernements infranationaux (SNG-WOFI) a été lancé en 2017, dans une démarche conjointe de l'OCDE et CGLU, et a poursuivi ses efforts communs vers la 3e édition du rapport SNG-WOFI qui sera publié en octobre 2022. 140 fiches-pays y seront incluses.

Dans le cadre de la collaboration entre le SNG-WOFI et GIZ, le webinaire « Approches, réussites et défis des réformes de l'impôt foncier pour la mobilisation des ressources internes à l'échelle infranationale » a été organisé en avril 2022, avec plus de 90 participant-e-s et avec des présentations proposées par des organisations internationales (OCDE, VNG International, GIZ), le monde universitaire et la ville de Beira au Mozambique.

Le Knowledge Hub (pôle de connaissances) sur les finances locales piloté par le FMDV contient des entretiens avec des professionnel-le-s pionier-e-s

des financements urbains. L'association du FMDV avec la plateforme d'apprentissage Campus France de l'Agence française de développement (AFD) a mené à la préparation d'une série de webinaires sur « les financements pour la ville durable de demain », qui seront proposés tout au long de 2022. À travers cette initiative, une communauté de pratiques de 1 800 professionnel-le-s des financements urbains a été mise sur pied.

Dans le but de mieux partager la richesse des informations collectées par l'Observatoire et de sensibiliser le monde entier à la question des finances locales, CGLU a lancé un cours en ligne (MOOC) sur les finances publiques infranationales. S'appuyant sur les conclusions de l'Observatoire mondial, il vise à fournir un aperçu complet des principales questions et tendances liées aux finances locales et régionales à travers le monde.

**Nouveau MOOC
sur les finances
des collectivités
territoriales**

Disponible sur
la plateforme
#LearningWithUCLG

Un MOOC proposé par
CGLU
Cities and Governments
Localities Units

Sur la base des données de
SNGWOFI
World Observatory on Subnational
Government Finance and Investment

NOUS
PLAIDONS
RECHERCHONS
APPRENONS
NOUS RÉUNISSIONS
ÉCOUTONS

POUR
DÉVELOPPER
DES CHEMINS
VERS L'ÉGALITÉ

4

NOUS

RECHERCHONS

Dans un monde de plus en plus urbanisé, confronté à des modèles de développement inégaux et insoutenables, les villes et les territoires sont essentiels. Ils permettront de penser une gouvernance renouvelée qui réponde aux défis mondiaux et locaux sur plusieurs principes de démocratie, de solidarité et de protection des droits humains. Le 6e rapport GOLD explore les «Voies vers l'égalité urbaine et territoriale», en s'efforçant de recadrer la notion d'égalité et de reconnaître les facteurs qui perpétuent l'inégalité, ainsi que la façon dont les gouvernements locaux et régionaux, avec des partenaires de la société civile et du monde universitaire, peuvent agir pour réduire les inégalités et apporter de meilleures conditions de vie à leur population.



GOLD VI – co-créer les voies de l'égalité

Suite à la décision du Bureau exécutif en mai 2020, et en s'appuyant sur l'agenda renouvelé sur la lutte contre les inégalités et la prise en charge des communautés, CGLU a lancé le processus de préparation du rapport GOLD VI, qui s'articulera autour des «Voies vers l'égalité urbaine et territoriale». Un accord de partenariat a été développé avec la Bartlett Development Planning Unit de l'University College of London et le programme KNOW, impliquant le monde universitaire et les principaux réseaux d'organisations de la société civile (Asian Centre for Human Rights, Co-Habitat, Global Platform for the Right to the City, Habitat International Coalition, Public Service International, Slum Dwellers International et WIEGO).

Trois étapes ont été définies pour l'élaboration du rapport GOLD VI :

L'étape 1 (définition des contenus, des auteurs des chapitres et des contributions attendues) s'est achevée fin janvier 2021 par un atelier collectif, qui a rassemblé tous les contributeurs impliqués dans le processus de rédaction du rapport GOLD VI.

L'étape 2 comprend la rédaction des différentes contributions par thème et par cas (IBC et CBC) par un certain nombre d'acteurs de différents horizons : les domaines de travail de CGLU, ainsi que les Commissions et Groupes de travail, les gouvernements locaux et régionaux, les membres du monde universitaire, les réseaux de la société civile.

L'étape 3 de juillet 2021 à janvier 2022, se concentre sur le développement des chapitres. Le résultat attendu est double : 1) un rapport qui recadre la notion d'égalité, en reconnaissant les moteurs qui perpétuent les inégalités à différentes échelles, ainsi que leur spécificité contextuelle, et qui exploite le potentiel des gouvernements locaux et régionaux, de la société civile et d'autres acteurs locaux dans la progression vers l'égalité urbaine et territoriale. Et 2), le développement d'un sens de la coproduction et d'un dialogue et de partenariats multipartites durables, en commençant par le processus partagé GOLD VI.

L'avant-projet du rapport est prévu pour janvier 2022.



En 2022, la préparation du 6^e rapport GOLD est entrée dans sa phase finale avant sa publication à l'occasion du Congrès mondial de CGLU en octobre 2022. À partir des versions finales des chapitres soumises par les personnes chargées de leur rédaction entre décembre 2021 et janvier 2022 et avec les contributions des différentes composantes du réseau de CGLU, le **comité de pilotage** de GOLD VI a commencé à travailler sur les conclusions et les recommandations politiques du rapport. Les éléments clés de ces dernières ont été présentés au réseau de CGLU lors du séminaire annuel de 2022, au cours d'une plénière spécifique, le débat politique de haut niveau sur la vision de CGLU, qui s'est tenu le 25 février 2022. De janvier à avril 2022, le **comité directeur** de GOLD VI a passé en revue et coordonné l'édition interne des versions finales des chapitres de GOLD VI.

La deuxième série des documents de travail de GOLD VI a été lancée lors de la Conférence annuelle KNOW, qui a eu lieu du 7 au 10 février 2022. KNOW est le programme de recherche piloté par l'University College de Londres, un des partenaires de CGLU dans l'élaboration du rapport GOLD VI. Cette deuxième

série comprend sept documents de travail. Ceux-ci abordent des enjeux tels que l'état des inégalités dans les villes de l'Afrique subsaharienne et d'Asie ; le handicap, le soin et la ville ; les inégalités dans la mobilité urbaine ; l'accès aux énergies durables dans les zones urbaines ; la conceptualisation et la mesure de la prospérité ; les trajectoires de la démocratisation en Amérique Latine ; et la géographie économique de la croissance dans les pays industrialisés.

La troisième série des documents de travail de GOLD VI a été lancée avant l'examen du Nouvel agenda urbain le 20 avril, car les thématiques qui y sont abordées sont essentielles au Nouvel agenda urbain, permettant par la même occasion d'accroître la portée et l'influence de ces documents. Cette série comprend des publications touchant à la notion de mise en commun ; les trajectoires ascendantes (bottom-up) vers des systèmes de logement davantage axés sur l'égalité ; les villes qui prennent soin des personnes et permettent aux personnes de prendre soin des autres ; les « villes sanctuaires » et les réponses locales aux migrations ; et la démocratie dans les villes et sur les territoires.

Le rapport GOLD VI et ses résumés exécutifs seront publiés dans les trois langues officielles de CGLU. Un site Web sera également créé pour permettre de parcourir le rapport de façon plus dynamique, mais aussi pour améliorer sa diffusion et permettre au processus GOLD VI de continuer à l'avenir, pour étayer l'engagement de CGLU envers un mouvement axé sur l'égalité. La page d'accueil de GOLD VI servira de référentiel des documents de travail produits, mais aussi des différents cas permettant de bâtir les trajectoires pour l'égalité urbaine et territoriale.

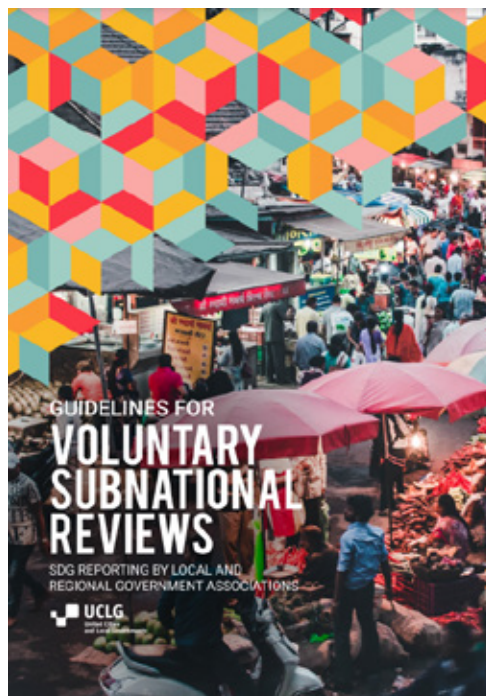
The screenshot displays the GOLD VI website's filter interface. On the left, there are two sections: 'FILTER PATHWAYS' and 'FILTER TOPICS'. 'FILTER PATHWAYS' includes buttons for COMMONING (selected), CARING, CONNECTING, RENATURING, PROSPERING, and DEMOCRATIZING. 'FILTER TOPICS' includes buttons for Health, Data collection and management, Urban economy, Food security, Migration, Service delivery, Infrastructure, Housing and land, and Participation and democracy. The main content area is a grid of document cards, each with a green 'COMMONING' icon and a title. The visible titles are: 'Participatory neighborhood improvement programs: a way par excellence to promote greater urban and territorial equity from the bottom. Zooming onto Latin-American inspirational experience', 'Experiences in informal settlement upgrading: Zimbabwe & Namibia', 'Slum Upgrading in Latin America', and 'Una lucha por el hábitat, la dignidad y la igualdad'. A 'Chapters' dropdown menu is visible at the bottom left.

Examens locaux et infranationaux volontaires

Les examens infranationaux volontaires (VSR, selon les sigles en anglais) sont des rapports émanant de la base, menés par des associations nationales de gouvernements locaux. Ils rendent compte de l'état de la localisation des ODD dans le pays, servent au processus national d'établissement de rapports et plaident en faveur d'un environnement propice à la localisation de l'Agenda 2030.

CGLU a facilité le processus de rapport sur la localisation des ODD de 8 associations de gouvernements locaux, au Cap-Vert, en Tunisie, au Zimbabwe, en Indonésie, en Allemagne, en Norvège, en Suède et au Mexique. En mars, avril et mai, l'équipe GOLD a organisé avec le groupe de travail CIB de CGLU des ateliers sur la méthodologie, les résultats et les défis. Ces expériences et rapports ont également été présentés lors d'une session spécifique durant les Journées VLR-VSR du FPHN, en juillet. En collaboration avec le Groupe de travail CIB de CGLU, nous sommes en train de développer un ensemble de directives dans le but d'amener de nouvelles associations intéressées à produire un VSR l'année prochaine. L'objectif est de s'engager dans le processus VSR le plus tôt possible, afin de correspondre au calendrier d'élaboration des examens nationaux volontaires (VNR) et donc d'augmenter les possibilités d'inclure les expériences et les contributions locales dans les processus de examens nationaux.

Lancé en 2019, le processus de soutien à l'élaboration des examens infranationaux volontaires (VSR) a donné lieu



cette année à la publication pour le FPHN de 11 nouveaux VSR produits par les associations de gouvernements locaux et régionaux du monde entier (Argentine, Botswana, Cameroun, Côte d'Ivoire, Équateur, Italie, Pays-Bas, Pakistan, Sri Lanka, Philippines et Uruguay). Ce processus a été co-organisé avec CGLU-Afrique, CGLU-ASPAC et le soutien du CIB, qui a fourni des conseils et des orientations, de décembre 2021 à juillet 2022.

Suite au succès du premier volume des lignes directrices pour les VLR qui a été publié en 2020 avec ONU-Habitat, un deuxième volume a été publié en juin et présenté lors des Journées VLR-VSR, dans le cadre de notre travail au FPHN 2021. Le deuxième volume des lignes directrices se concentre sur la question de savoir comment établir une connexion entre les processus de reporting locaux et nationaux, à savoir entre les VLR et les VNR. Enfin, en partenariat avec le PNUD,

l'Agence andalouse de coopération au développement, le Conseil provincial de Barcelone et d'autres partenaires, CGLU a publié en juillet une étude comparative sur les différents systèmes de suivi des ODD encouragés aux niveaux local-national-international par des acteurs publics, privés et autres.

Une autre session co-organisée avec ONU-Habitat lors du Forum urbain mondial en juin 2022, avec la participation des différentes associations de gouvernements locaux et partenaires a également abordé le rôle des VSR et des VLR pour catalyser des alliances mondiales en vue de la localisation des ODD.

Agir pour le gouvernements : L'initiative de gouvernance de l'urgence

L'initiative de gouvernance de l'urgence (EGI, selon les sigles en anglais), développée par CGLU avec LSE Cities et Metropolis, a permis de produire 3 notes analytiques et 3 notes d'information depuis juin 2020. Elle vise à contribuer au renforcement des capacités institutionnelles pour des réponses urbaines et territoriales plus efficaces face aux urgences complexes sur la planète toute entière. Elle se base sur des aperçus, des tendances clés et des réflexions sur la gouvernance de la COVID-19 et d'autres urgences, telles que le climat et le logement.

La quatrième paire de publications sur la gouvernance pluri-niveau des urgences était prévue pour mai-juin 2021. Le processus qui a conduit à cette publication a impliqué la participation de membres de différents Conseils politiques de CGLU, avec un double objectif : premièrement, s'assurer que les publications rassemblent les données, les informations, les idées et les préoccupations des dirigeant·e·s locaux et, deuxièmement, encourager

l'appropriation de l'EGI au sein du réseau et traduire les principales conclusions en politiques locales qui traitent des urgences complexes d'une manière collaborative, durable et inclusive.

Depuis mai 2021, Metropolis, CGLU et la London School of Economics - LSE Cities travaillent sur la note d'orientation 4 sur les modèles de gouvernance multiniveaux en situation d'urgence. Au-delà de la recherche documentaire, trois ateliers (le premier dans le cadre des Conseils politiques de CGLU) ont été organisés pour identifier les modèles de gouvernance locale pendant la pandémie et d'autres crises. La publication qui a suivi est la note d'orientation 5 « Les services publics locaux en temps de crise ». Cette note d'orientation a mis en lumière la façon dont les différents modèles de gouvernance des services publics ont permis de répondre différemment à l'urgence provoquée par la COVID-19, en mettant en avant les innovations pilotées par les GLR sur le terrain. La note d'orientation 5 a été publiée en espagnol et en français.

La note d'analyse 5 a également été publiée, en anglais, et analyse les évolutions de priorités politiques avant et après l'urgence

de la COVID-19, par le biais d'une analyse des VLR. Elle s'est focalisée sur l'afflux de nouveaux services publics essentiels tels que la transition numérique, la santé mentale et l'espace public, suite à la crise provoquée par la pandémie.

La note d'orientation 6 sur l'urgence et la démocratie locale sera publiée au premier trimestre 2023. La note d'orientation analysera les tensions entre participation citoyenne, démocratie et réponses efficaces face aux crises, avec une focalisation sur les assemblées d'urgence. Elle comprendra également des réflexions sur les approches féministes du leadership et de la gouvernance pour des réponses aux crises qui fassent preuve d'empathie et de bienveillance. Le rapport final de l'initiative sur la gouvernance des urgences sera lancé au premier semestre 2023.



5

ADOPTER LA
LOCALISATION
DANS LE MONDE
ENTIER

NOUS
APPRENNONS

Nous créons des outils, des activités d'apprentissage et des modules pour apprendre ensemble et s'appropriier la localisation. La stratégie d'apprentissage de CGLU a évolué au cours des dernières années ; nous nous efforçons de faire connaître notre travail sur la localisation auprès des associations de gouvernements locaux et régionaux, nous redonnons de la vie à la localisation grâce à de nouvelles méthodologies pour former les formateurs, nous développons des outils en ligne et aidons à renforcer les politiques des gouvernements locaux et les services publics.

Grâce au travail collectif grandissant au sein dans toutes les sections régionales dans le cadre du Forum d'apprentissage, le programme de CGLU Apprentissage s'est ouvert à de nouveaux outils pour la localisation des agendas mondiaux (ODD et résilience) et de l'apprentissage entre pairs dans divers domaines de politiques publiques urbaines, en offrant des services aux programmes et membres de CGLU.

#LearningWithUclg
Explore our Courses, Workshops and Webinars

E-learning — la plateforme #LearningWithUCLG

L'agenda d'apprentissage de CGLU a étendu ses outils pour la localisation des agendas mondiaux (ODD et résilience). Il comprend également l'apprentissage par les pairs dans plusieurs domaines de politiques publiques urbaines, en fournissant un soutien aux programmes et aux membres de CGLU.

La plateforme en ligne #LearningWithUCLG continue de susciter l'intérêt avec plus de 530 utilisateurs inscrits à ce jour. Les cours en ligne massifs et ouverts (MOOC) actuellement disponibles comprennent (1) Beyond The Outbreak : L'importance des services publics locaux, (2) trois cours sur la localisation des ODD, et (3) l'innovation et le rétablissement post-pandémie. D'autres MOOC sur le développement économique local (développé par la Commission de développement économique et social local), les finances locales (développé par l'Observatoire mondial sur les finances et l'investissement des collectivités territoriales), et le renforcement

de la résilience (basé sur les nouveaux modules d'apprentissage) seront lancés d'ici la fin de l'année.

La plateforme #LearningWithUCLG met également en avant les opportunités d'apprentissage (webinaires, ateliers, etc.) organisées par les sections et les mécanismes de consultation de CGLU, dirigés par et pour les gouvernements locaux et régionaux. Comme présenté lors du Séminaire, le site a pour but de fournir un menu varié d'opportunités d'apprentissage, avec différentes spécialités thématiques et régionales, en s'appuyant sur les connaissances et les efforts existants du réseau qui y sont rassemblés.



Forum d'apprentissage

Le Forum d'apprentissage est un espace de consultation et d'alignement des plans de travail et des stratégies de déploiement des modules, outils et activités d'apprentissage. La coopération et le travail en équipe vont du soutien et de l'adaptation des modules d'apprentissage au soutien et au conseil des partenariats pour un apprentissage renforcé dans les régions. Outre les points focaux des sections régionales, il existe également des initiatives thématiques telles que l'économie sociale et solidaire, le prix de Guangzhou, le développement économique local, les droits humains et/ou l'espace public et la planification, qui peuvent être intégrées dans l'agenda d'apprentissage et qui sont documentées.

Le déploiement virtuel des modules et la formation de formateurs ont renforcé le Forum d'apprentissage. Cela a permis aux membres du Forum de s'engager dans des activités d'apprentissage virtuel et de les diriger, avec une portée mondiale.



Formation des formateurs sur la localisation des agendas mondiaux

Les modules sur la résilience et la localisation du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (SFDRR) continuent à être déployés avec succès avec les sections régionales, et en collaboration avec l'UNDRR et ONU-Habitat. Des formations régionales, adaptées à leurs contextes spécifiques, ont été organisées avec CGLU-ASPAC et FLACMA. D'autres sont prévues avec CGLU-MEWA, CGLU-Afrique et Mercociudades, avec une certification commune CGLU, ONU-Habitat et UNDRR. Ces modules et la formation des formateurs sont l'une des principales contributions de CGLU à l'initiative « Making Cities Resilient 2030 ».

Le nouveau module d'apprentissage 4 sur la localisation des ODD a été lancé, avec un accent sur la coopération décentralisée et les ODD. La première formation de formateurs a été réalisée avec Platforma, PNUD-Art et ONU-Habitat. Les prochaines formations seront réalisées en fonction des demandes des sections régionales et des membres, en commençant par une formation de formateurs coordonnée par l'Académie africaine des collectivités territoriales (ALGA) de CGLU-Afrique.

La première formation de formateurs utilisant le module a été réalisée pour l'équipe de PLATFORMA du 28 avril au 3 mai 2021. Elle a été suivie de deux formations de formateurs avec CGLU-Afrique et ALGA. La première, ciblant les municipalités et les associations anglophones, a été réalisée entre le 28 juin et le 1er juillet, et une seconde ciblant les municipalités et les associations francophones a eu lieu du 13 au 16 septembre. Les deux formations ont impliqué de multiples partenaires et

participant-e-s, et ont fait émerger des exemples concrets de coopération décentralisée sur lesquels réfléchir.

Deux autres formations de formateurs sont déjà prévues pour octobre de cette année, l'une avec CGLU-ASPAC et l'autre avec Mercociudades. Le module, ainsi que son matériel clé, est maintenant disponible en anglais, français et espagnol pour que tous les membres puissent le consulter et réaliser leur propre formation. En outre, une nouvelle vidéo d'apprentissage axée sur l'ODD17 et soulignant l'importance de la coopération décentralisée et des partenariats horizontaux a également été publiée dans le cadre du déploiement du module.

Le cours en ligne sur la localisation des ODD développé par CGLU et le conseil provincial de Barcelone constitue toujours une initiative utile pour atteindre de nouveaux membres et activités, qui permet de former entre 70 et 100 formateurs par an. Le cours, basé sur les trois premiers modules d'apprentissage pour la localisation des ODD, a été mis à jour avec de nouveaux cas de villes, des développements sur les VLR, ainsi que le rôle de plus en

plus important des gouvernements locaux et régionaux au sein du FPHN. Les cours en ligne comprennent des sessions en direct, offrant des possibilités d'interaction avec le personnel du Secrétariat mondial de CGLU et des sections régionales, ainsi que la mise en évidence des contributions innovantes des participant-e-s sur leur propre processus de localisation des ODD.



Modules d'apprentissage sur la résilience - des fondements à l'action

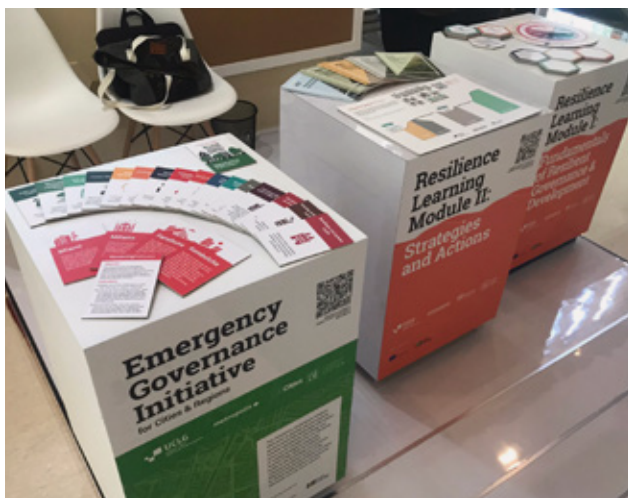
Les modules d'apprentissage sur la résilience I & II sont une ressource essentielle de l'initiative Making Cities Resilient 2030 et fournissent un cadre aux membres et aux partenaires pour aborder et soutenir les gouvernements locaux. Ils permettent aux sections, commissions et membres de renforcer le travail et les approches intégrales autour de l'urgence des stratégies résilientes. Outre les réseaux régionaux et les sections qui ont organisé des formations de

formateurs, la Commission de planification stratégique urbaine, ainsi que l'Académie de La Haye et le Centre de développement des ressources humaines de Séoul ont commencé à les utiliser comme moyen de renforcer le réseau virtuel et les capacités collectives.

Méthodologies d'apprentissage numérique par les pairs

Un soutien méthodologique continu a été apporté aux échanges entre les villes, par le biais de la facilitation numérique et de l'adaptation des outils existants. Ceux-ci comprennent l'utilisation de tableaux blancs numériques pour l'échange d'idées et de réflexion sur les expériences des villes dans les dialogues pilotés par CGLU, mais aussi des dynamiques d'implication et de participation actives d'apprentissage entre pairs pour des outils analytiques interactifs de résolution de problèmes, en vue de faciliter les domaines de travail et les réunions de CGLU. Des méthodologies empiriques, telles que la narration créative et les exercices d'élaboration de politiques, ont également été expérimentées lors des sessions d'apprentissage par les pairs du projet Migration.

Le nouveau site Web de Learning a été adapté afin de présenter les ressources et les outils (guides des formateurs, diapositives et matériel/jeux correspondants) de façon claire. Ceci permettra aux membres d'effectuer leur propre formation, apprentissage entre pairs et renforcement des capacités, en cohérence avec les ressources et l'agenda de CGLU.



6

NOUS NOUS
RÉUNISSONS

LE RENFORCEMENT DU RÉSEAU DE CGLU ET LE PACTE POUR L'AVENIR, MANDATÉS PAR NOS RASSEMBLEMENTS STATUTAIRES

CGLU est ressorti du Congrès mondial de Durban avec un leadership renforcé, un mandat pour créer un monde plus égalitaire, en répondant à l'appel des Nations unies pour un multilatéralisme renouvelé en amont du 75^{ème} anniversaire de l'ONU.

CGLU est sorti de son Congrès mondial de Durban avec un leadership renforcé et avec un mandat pour développer un monde plus égalitaire, répondant à l'appel des Nations unies pour un multilatéralisme renouvelé avant le 75^{ème} anniversaire de l'ONU.

Quelques mois seulement après le renouvellement de nos priorités à Durban, le monde s'est arrêté. CGLU s'est adaptée en très peu de temps pour se réunir virtuellement, développer une proximité malgré la distance et explorer les manières de se réunir dans un espace où la rencontre physique n'était plus possible.

Notre leadership a compris que le monde avait changé - Le développement du Décalogue de CGLU pour l'ère COVID-19, le partenariat avec CSU2030 et l'implication de l'OMS et des Nations unies dans nos réunions statutaires, ainsi que les consultations virtuelles vers ONU75 en 2020 ont été des déclarations importantes de la part du leadership et des membres de CGLU - le monde ne pourra



jamais revenir à la normale, et nous devons faire partie de cette transformation globale.

Notre Bureau exécutif en 2020 a été le premier Bureau organisé de façon entièrement virtuelle, et a été l'occasion d'un dialogue ministériel avec le PNUE, ONU-Habitat, le PNUD et les membres de la Global Taskforce, dont ICLEI, CLGF et la Convention mondiale des maires. Cet événement de cinq heures a réuni plus de 200 participant-e-s et 50 intervenant-e-s, et a compté sur la participation des directeur-ice-s de trois agences des Nations unies (PNUE, ONU-Habitat et PNUD), des ministres d'Afrique du Sud, de Côte d'Ivoire, du Chili, d'Éthiopie, d'Italie, d'Indonésie, et plus de 25 maires et gouverneurs de toutes les régions du monde.

La réunion a fourni une occasion sans précédent d'ouvrir des canaux de communication et de confiance entre les sphères de gouvernement, en stimulant les efforts de coordination pour une mise en œuvre plus efficace des accords sur le climat, tout en gardant à l'esprit la nécessité d'élever l'ambition mondiale et d'accélérer les actions.

La dernière journée de notre Bureau exécutif a été consacrée à la présentation de la vision des gouvernements locaux et régionaux en matière de multilatéralisme, par la célébration de la consultation mondiale vers ONU75, au cours

de laquelle les dirigeants locaux et régionaux du monde entier ont fait part de leurs visions, de leurs espoirs et de leurs attentes quant au monde de 2045 et la manière dont le multilatéralisme aura évolué pour répondre à cette vision.

Plus de 50 participant-e-s de toutes les régions du monde ont répondu à la consultation, qui était structurée autour de trois questions d'orientation portant directement sur la relance immédiate après la pandémie et visant à fournir aux maires les instruments nécessaires pour imaginer les tendances des 25 prochaines années et la manière dont le système international aura évolué pour, d'ici 2045, inclure toutes les parties prenantes et garantir un véritable système multilatéral. L'événement a également été suivi par près de 300 personnes et diffusé en streaming sur la plateforme YouTube.

Les membres du Bureau exécutif ont adopté le Décalogue et félicité la Présidence pour cette initiative. Ils ont convenu de diffuser le contenu du Décalogue auprès de leurs membres et sur leurs réseaux sociaux. Ils ont donné mandat au Secrétariat mondial pour utiliser le document dans le travail de plaidoyer de l'Organisation.

Notre Conseil mondial virtuel, accueilli par Guangzhou, a réuni près de 300 participant-e-s. Mohamed Boudra, maire

d'Al-Hoceima et président de CGLU, y a présenté le Pacte pour l'avenir et l'événement a compté sur la participation de Volkan Bozkir, président de l'Assemblée générale des Nations unies, ainsi que sur l'intervention vidéo du secrétaire général des Nations unies, António Guterres.

Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains, et le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, ont énoncé les grandes lignes du débat politique qui a suivi, avec une discussion qui avait pour objectif de poser les bases de la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir, qui servira de guide au mouvement municipal dans les années à venir. Barbara Samuels, directrice exécutive du Centre d'échange mondial pour le financement du développement et nouvelle conseillère UBUNTU de CGLU s'est également exprimée.

Le Conseil mondial s'est terminé avec la tenue de sa session statutaire, principal organe de notre mouvement municipal permettant de formuler des politiques. La session s'est divisée en quatre segments différents. Le premier segment introductif était présidé par Thembisile Nkadimeng, coprésidente de CGLU et maire de Polokwane. Intitulé « Renforcer l'organisation », ce segment avait pour objectif de proposer une mise à jour sur différents sujets concernant de près notre organisation. La coprésidente a également présenté le Pacte pour l'avenir, approuvé la veille par le Bureau exécutif.

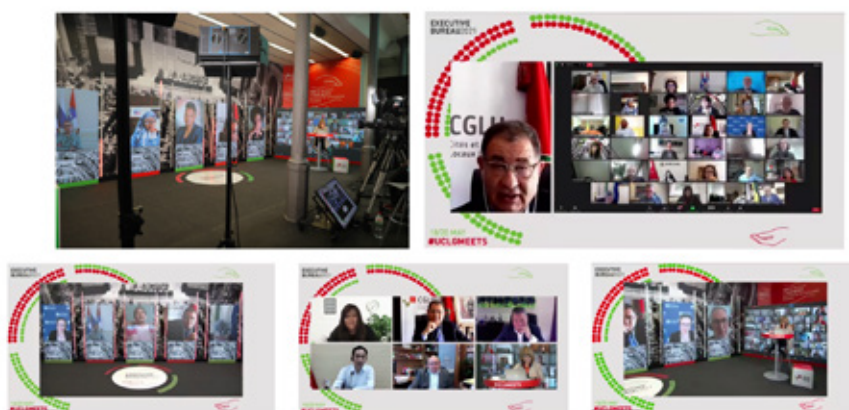
Les trois autres segments, intitulés « Actions de CGLU pour les personnes », « Actions de CGLU pour la planète » et « Actions de CGLU pour le gouvernement » ont permis d'aborder les trois composantes du Pacte pour l'avenir, et ont été présidés par le coprésident de CGLU et maire d'Utrecht, Jan Van Zanen, la coprésidente Thembisile Nkadimeng et le



président de CGLU et maire d'Al-Hoceima, le Dr Mohamed Boudra. Chacun de ces trois segments a invité les maires et représentant.e.s politiques membres du Conseil mondial à intervenir, ainsi que plusieurs partenaires de la société civile, du monde universitaire et autres parties prenantes intéressées, dans le but de recueillir leurs avis et engagements au regard de la transformation de la planète et de la mise en œuvre du Pacte.

En tout, 23 intervenant.e.s ont pris la parole lors de cette session de travail. Dans le segment « Actions de CGLU pour les personnes », María Soledad Cisternas Reyes, envoyée spéciale des Nations unies en matière de handicap et d'accessibilité, Sami Kanaan, maire de Genève et coprésident du groupe de travail permanent de CGLU sur la prévention et la gestion territoriales des crises, Salvatore Martello, maire de Lampedusa, José Ribeiro, maire de Valongo, André Viola, président du département de l'Aude, Mustafa Tunç Soyer, maire d'Izmir, Luca Bergamo, maire adjoint de Rome, et le Dr Gholamhossein Mohammadi, conseiller auprès du maire de Téhéran et président du Centre des communications et des affaires internationales de la ville, ont tous évoqué l'importance d'une relance centrée sur les personnes.

Les soins au cœur de la prestation de services locaux : le Bureau exécutif 2021 de CGLU



Le Bureau exécutif de CGLU, qui s'est tenu virtuellement, a été notre premier moment de l'année pour réfléchir sur le récit en développement de CGLU, a donné vie à la solidarité affichée par les gouvernements locaux et régionaux, et a permis de mettre en avant certains sujets critiques pour l'organisation mondiale qui ont pris de l'ampleur au cours de l'année, tels que la coopération au développement et la migration.

Le Bureau exécutif s'est appuyé sur le travail effectué pendant la pandémie en mettant sur la table le débat sur les nouveaux éléments essentiels. Par le biais de dialogues politiques sur la numérisation et les villes et territoires sains, nous avons apporté des perspectives locales et régionales sur ce qui doit être fait pour inclure toutes les populations dans la sphère numérique, et sur la manière de développer des villes et des territoires qui prennent soin de la santé de nos communautés.

Le dialogue politique autour de la numérisation a réuni des partenaires tels que Microsoft, qui a appelé à la nécessité de former les fonctionnaires et a souligné l'importance d'exploiter la technologie au niveau local pour renforcer la démocratie et servir les communautés, en favorisant le potentiel de développement des personnes. Notre dialogue politique sur la santé a réuni des représentants de l'Organisation mondiale de la santé, de CSU2030 et de Cancer City Challenge pour débattre de l'importance des gouvernements locaux et régionaux dans les situations de crise et de renforcement des systèmes de santé, et de la manière d'impliquer les communautés dans la reprise.

La conversation autour de nos nouveaux éléments essentiels a également filtré dans le débat politique de notre Bureau exécutif. La session a mis au centre de la conversation l'importance des femmes dans le développement

de villes et de territoires qui prennent soin, et a également ajouté la dimension du temps et de son utilisation, ainsi que les nouveaux biens communs qui doivent être encouragés par nos territoires. Le Président Mohamed Boudra et la Coprésidente Thembisile Nkadimeng, ainsi que la sous-secrétaire générale des Nations unies et directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngucka, et la directrice du Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, Lamia Kamal, parmi de nombreux maires et partenaires, ainsi que le directeur de Cities Alliance, Greg Munro, ont pris la parole, de même que le directeur de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, par le biais d'un message vidéo.

La session formelle de notre Bureau exécutif a été présidée par trois membres de notre Coprésidence en trois segments qui ont fait écho aux trois piliers du Pacte pour l'avenir : personnes, planète et gouvernement. Le coprésident et maire de Xi'an, Li Mingyuan, a introduit la session en soulignant l'engagement de CGLU en faveur de la création d'un monde qui intègre la solidarité,

les soins et l'égalité. Son segment comprenait la présentation des rapports de la Commission des affaires statutaires et du Comité de gestion financière, présentés par les trésorier-e-s Berry Vrbanovic, maire de Kitchener et Madelaine Alfelor, maire d'Irigoien. Le Président Boudra a abordé le travail de CGLU vers une « meilleure normalité » tout en se concentrant sur les droits, et a présenté le prochain Sommet Culture de CGLU à Izmir.

Les nouveaux éléments essentiels de la mobilité humaine et le document d'orientation politique sur la coopération au développement ont été présentés dans la deuxième partie de la session, qui a mis en évidence le potentiel de la Charte de Lampedusa en tant que « Charte pour toutes et tous », comme l'a souligné le maire de Lampedusa dans son discours. Le document sur la coopération au développement a été présenté comme une occasion de placer la solidarité au cœur de la coopération au développement.

Le troisième et dernier segment, présidé par le coprésident et maire de San José, Johnny Araya, visait à s'appuyer sur ces nouveaux éléments essentiels pour redéfinir nos priorités. L'accent territorial

pour l'ère urbaine, la redéfinition de la gouvernance et notre initiative sur la gouvernance de l'urgence avec la London School of Economics-Cities, le financement local et le rôle de notre collectif vis-à-vis de Quito + 5 et des Nations unies, étaient les points clés de l'ordre du jour. Travailler pour le gouvernement pourrait être le message clé du dialogue, si ce n'était l'inclusion de l'engagement de notre Organisation mondiale dans le maintien de la paix et des droits humains en Palestine et au Myanmar, et la nécessité d'intégrer les jeunes.



Conseil mondial de CGLU 2021 – Un leadership collaboratif pour concrétiser le Pacte pour l’avenir

Après trois réunions statutaires en ligne, le Conseil mondial de CGLU de 2021 s’est tenu sous format hybride les 16-18 novembre 2021, avec pour thématique « Villes et territoires intelligents, piliers de l’agenda commun ». Ce conseil mondial fut un rassemblement particulier pour l’Organisation : après presque deux ans de rencontres virtuelles, la direction de CGLU s’est réunie sous format hybride dans le cadre du Congrès mondial du Smart City Expo. Tout au long de la semaine, près d’une centaine de personnes se sont retrouvées en présentiel et 400 en ligne. La réunion a abordé le potentiel qu’ont les gouvernements locaux et régionaux de mener la reprise intelligente et de contribuer à l’Agenda commun en cours de définition par les Nations unies.

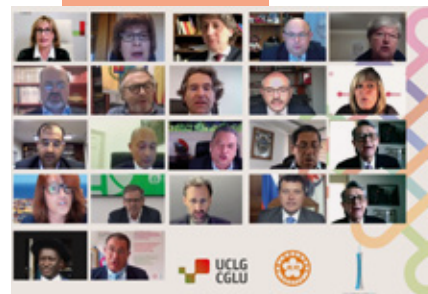
Le Conseil mondial de 2021 a été l’occasion de renouveler la direction de CGLU, suite à la décision du président de CGLU Mohamed Boudra de ne pas se présenter à sa réélection lors des élections locales au Maroc.

Un consensus a été atteint sur une proposition de poursuivre l’approche collégiale qui a guidé le travail de la présidence depuis le Congrès de Durban. Cette approche collégiale sera renforcée par des responsabilités tournantes clairement définies des membres de la présidence, en fonction de l’agenda politique dont sont



responsables les représentant-e-s et de l’agenda international lié à ces responsabilités. La présidence a tourné de la façon suivante :

- Du Conseil mondial au séminaire annuel de CGLU, la semaine du 21 février : le maire de Kazan.
- Du séminaire annuel à la réunion de haut niveau sur l’examen du Nouvel agenda urbain en avril : le maire de Xi’an et la maire d’Iriga.
- De cette réunion à notre Bureau exécutif en juin : le maire de Soria et le maire de San José.
- Du Bureau exécutif au forum politique de haut niveau en juillet : le maire de Konya et le maire de Kitchener.
- Du forum politique de haut niveau à Urban 20, en juillet-août : la maire de Paris et la maire de Barcelone.



- De Urban 20 au Congrès mondial de CGLU en octobre : le maire de La Haye.

Le premier des conseils mondiaux hybrides de CGLU a compté sur la présence de partenaires clés. Pilar Conesa, commissaire du Congrès mondial de Smart City Expo, est intervenue lors de la session d'ouverture du Conseil mondial en faisant remarquer l'importance d'accueillir le Conseil mondial dans le cadre de Smart Cities car la voix des villes doit rester au centre des discussions autour des villes intelligentes.

Le Conseil mondial a également pu compter sur la présence de partenaires prestigieux telle que la haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme Michelle Bachelet, qui a applaudi le rôle des gouvernements locaux et régionaux (GLR) dans la lutte contre les inégalités et la promotion des droits humains, reconnaissant l'effort mené avec CGLU pour consolider un réseau de gouvernements locaux et régionaux qui protège les droits humains. Le secrétaire général adjoint des Nations unies Volker Türk a salué l'engagement de nos membres pour mettre en œuvre l'Agenda commun du secrétaire général des Nations unies. Navid Hanif, directeur du Bureau de financement pour le développement durable de la DAES de l'ONU, a apporté son soutien au plaidoyer et aux actions de CGLU.



Bureau exécutif de CGLU à Séville - La mobilité humaine au cœur de nos efforts

Après s'être réuni en présentiel à Barcelone pour le Conseil mondial et le séminaire annuel #UCLGMeets, le Bureau exécutif de CGLU s'est tenu à Séville, dans le cadre du Forum méditerranéen des migrations urbaines (Forum MUM), un événement qui a rassemblé près d'une centaine de participant-e-s sur place et à distance, rien que pour sa première journée.

Aux côtés d'ONU-Habitat, CGLU et le CIDPM ont noué un partenariat pendant une décennie avec la double ambition d'intégrer systématiquement les migrations aux agendas locaux tout en accroissant la participation locale à

l'élaboration des politiques nationales et mondiales. La co-organisation du Forum MUM à Séville, avec un grand soutien et une grande implication de la part des autorités locales, régionales et nationales de toute la région méditerranéenne et au-delà, est encore une fois la preuve de la réussite de ce partenariat. Elle marque un nouveau jalon dans la concrétisation de l'ambition de placer la solidarité territoriale, la coopération et la dignité au centre des agendas de la mobilité humaine.

L'ouverture officielle du Forum MUM a été facilitée par CGLU et a permis de donner à voir des perspectives pluri-niveau sur les questions relatives à la migration, réunissant à la fois le président

exécutif de CGLU et maire de Soria, Carlos Martínez ; le président du conseil provincial de Jaén, Francisco Reyes ; avec également une intervention du maire de Séville, Antonio Muñoz ; la ministre espagnole de la gouvernance territoriale, Isabel Rodríguez, et le directeur adjoint du département des migrations, et directeur du centre d'expertise thématique sur la migration de l'Union européenne, Michele Amadeo.

La session d'ouverture a permis aux participant-e-s de reconnaître le potentiel des gouvernements locaux et régionaux concernant la gouvernance de la migration. Les participant-e-s ont fait valoir que, bien que les gouvernements locaux et régionaux ne disposent pas nécessairement des compétences adéquates, les questions telles que les migrations leur semblent pertinentes et font partie des vies et des réalités quotidiennes des communautés qu'ils représentent.

Le dialogue politique du Bureau exécutif de CGLU a examiné comment les gouvernements locaux et régionaux se sont retrouvés en première ligne des crises et leur rôle dans la consolidation d'une paix durable, avec les points de vue du haut-représentant de l'Alliance des civilisations, de maires de dirigeant-e-s et de membres de gouvernements nationaux tels que le secrétaire d'État espagnol à la politique territoriale. Les participant-e-s ont insisté sur le fait que l'Agenda commun du secrétaire général des Nations unies doit donner aux villes et aux territoires un rôle clé au sein d'un système multilatéral renouvelé, pour construire des villes et des territoires pacifiques et inclusifs.

Le Bureau exécutif a approuvé la feuille de route vers le Pacte pour l'avenir, qui donnera lieu à des

amendements et des motions de la part des membres et a présenté le Prix international « CGLU - Ville de Mexico - Culture 21 » aux villes et aux personnalités qui se sont distinguées dans la promotion des droits culturels. Dublin et Buenos Aires ont été récompensées en tant que villes, tandis que Daisy Fancourt et Lourdes Arizpe ont reçu le prix à titre individuel.



Les conseils politiques de CGLU dynamisent nos priorités politiques



Les conseils politiques de CGLU se sont réunis ces trois dernières années pour guider les priorités politiques de l'Organisation, alors que le monde vivait des temps difficiles. Tout au long de 2020 et 2021, ils se sont réunis avant le Conseil mondial, en s'appuyant sur l'élan obtenu par le mois d'Octobre urbain (Urban October) et se sont réunis à nouveau avant le Congrès mondial, pour nourrir le processus du Pacte pour l'avenir.

Les réunions des conseils politiques de CGLU jouent un rôle essentiel de complément de nos rassemblements statutaires, et permettent de donner les points de vue de nos maires, qui dynamiseront les thématiques abordées par les conseils, mais aussi d'adapter nos priorités au contexte actuel ; en apportant les visions des dirigeants et dirigeantes locales et régionales qui prennent en charge certains des enjeux les plus cruciaux de notre ère urbaine.

Le Conseil politique sur le droit à la ville et les territoires inclusifs a abordé la nécessité de développer des villes intergénérationnelles, et a souligné l'importance de concevoir des villes pour toutes et tous, qui prennent soin des communautés les plus vulnérables. Cette question avait déjà été évoquée lors du Bureau exécutif de 2021, qui s'était intéressé à l'inclusivité et la conception de nos territoires avec et pour les personnes âgées. Le conseil a également permis de montrer la dimension plus humaine

de CGLU avec des références faites à la Charte de Lampedusa pour redéfinir la mobilité humaine, en mettant au point des alternatives à la détention, et en développant des villes de paix, qui défendent la non-violence.

La session « 10, 100, 1000 villes et territoires des droits humains d'ici à 2030 : construire l'universalité par la diversité locale » s'est tenue dans le cadre du Bureau exécutif 2022. Organisée par la Commission de CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains, en coopération avec le Conseil politique sur le droit à la ville et les territoires inclusifs, la session a permis de présenter la campagne mondiale lancée conjointement avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits humains (HCDH), dont l'objectif est d'intensifier les initiatives locales et de progresser vers un mouvement mondial consolidé de villes et territoires des droits humains.

Le Conseil politique sur la gouvernance territoriale et pluri-niveau a abordé le besoin de garantir des ressources financières pour les gouvernements locaux et régionaux ayant grandement souffert de la COVID-19 et a façon dont cela pourrait être concrétisé. Entre autres questions clés, la session a abordé la nécessité de développer un large consensus entre les sphères de gouvernement, de donner aux villes et aux territoires les moyens d'agir et de jouer un rôle dans la résolution des crises au niveau local, telles que le changement climatique, le phénomène du sans-abrisme et le manque d'accès aux services de base, ainsi que favoriser la collaboration entre toutes les sphères de gouvernement et avec tous les acteurs. Les participant-e-s ont également fait le lien avec les autres conseils politiques, en particulier celui sur les opportunités pour toutes et tous, la culture et la diplomatie des villes, soulignant la relation intrinsèque entre la gouvernance pluri-niveau et la coopération au développement.

Nous sommes ressorti-e-s du conseil avec la nécessité d'envisager une réponse pluri-niveau à la crise de la COVID-19, une réponse qui implique particulièrement toutes les sphères de gouvernement et la société civile, dans un effort pour véritablement ne laisser personne pour compte. Ceci appelle à tenir compte des nécessités spécifiques des villes et des territoires de toutes les tailles, notamment en matière de financement pour les villes intermédiaires et les petites villes, afin de maintenir et améliorer les infrastructures essentielles et les services de base, ainsi que le besoin de renouveler les dispositifs de taxation, afin de garantir une répartition plus équitable des richesses et un environnement plus sain pour la prestation de services.

Le renouvellement de la démocratie a été au cœur du Bureau exécutif de Séville. Le Conseil politique sur la gouvernance territoriale pluri-niveau et le financement durable a mené la

session « Renouveler la démocratie depuis la base », aux côtés de l'Observatoire international sur la démocratie participative et la Coalition mondiale pour la démocratie. La session a permis d'évoquer la pertinence de la démocratie locale pour favoriser l'engagement au niveau local, les participant-e-s ayant notamment appelé à renforcer la gouvernance pluri-niveau ascendante (bottom-up).

Le Conseil politique sur les opportunités pour toutes et tous, la culture et la diplomatie des villes s'est occupé des enjeux de solidarité en lien avec l'action internationale et la coopération au développement. Le conseil s'est appuyé sur l'agenda de CGLU pour la paix, ses représentant-e-s soulignant son importance grandissante au sein de l'Organisation mondiale et la possibilité de mettre en place un secrétariat dédié à l'enjeu de la paix, la diplomatie des villes étant considérée comme cruciale à la consolidation de la paix, en se fondant sur les valeurs et le dialogue entre les différentes sphères de gouvernement.

Les participant-e-s se sont également penché-e-s sur le défi de la solitude et son lien avec l'utilisation de l'espace public, la façon dont la pandémie a aggravé la crise de la solitude, en particulier les conséquences qu'elle a pu avoir sur les populations plus âgées. Le conseil a également introduit la vision des bibliothèques et des installations culturelles comme lieux fournissant un accès à la culture et bien plus, en insistant sur leur potentiel d'espaces publics et de services publics, qui nous permettent de stimuler la conversation sur le lien entre la

culture et les services de base. Les espaces culturels et l'éducation, s'ils sont envisagés comme des services, peuvent démontrer être des éléments transformateurs qui aident à combler les inégalités, à protéger les droits et nous permettent de construire nos sociétés en harmonie avec la nature, en nous rapprochant du concept de « culture circulaire » présent dans la Déclaration d'Izmir.

Dans le cadre du Bureau exécutif 2022, le Conseil politique sur les opportunités pour toutes et tous, la culture et la diplomatie des villes a co-piloté la session de dialogues municipaux pour la paix « Rôles des gouvernements locaux et solidarité en temps de crise internationale », en coopération avec le Forum mondial des villes pour les droits humains de Gwangju et plusieurs rapporteurs et rapporteuses spéciales des Nations unies. La session a abordé la crise des migrations, en soulignant que les gouvernements locaux et régionaux sont en première ligne pour soutenir et intégrer les personnes réfugiées. C'est une responsabilité que nous partageons toutes et tous, partout dans le monde. Plusieurs rapporteurs et rapporteuses spéciales de l'ONU et des maires du monde entier ont appelé le mouvement municipal international à faire croître son potentiel au sein de ses communautés et à contribuer à la consolidation de la paix.



Le Conseil politique sur la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain

s'est tenu dans le cadre du Congrès de Metropolis, qui a permis la co-crédation d'une session orientée vers l'examen du Nouvel agenda urbain et du processus Quito+5 en 2022.

La discussion a mis en lumière l'importance du Nouvel agenda urbain non seulement dans la concrétisation du développement durable mais également dans l'accélération de l'action pour réaliser les autres agendas universels. Les participant-e-s ont souligné que « l'essence du Nouvel agenda urbain » est basée sur un développement équilibré qui prend en compte les villes et les territoires de toutes tailles, et qui peut être considéré en lui-même comme un accélérateur de la mise en œuvre des agendas pour le climat.

L'importance de la gouvernance pluri-niveau pour réaliser les processus politiques internationaux tels que le Nouvel agenda urbain, a continué d'être présente lors de la réunion du conseil, soulignant ainsi les liens intrinsèques entre le travail de ce conseil politique et celui des autres conseils politiques. Le Nouvel agenda urbain a besoin d'une action pluri-niveau, il a besoin que les gouvernements locaux et régionaux soient inclus à toutes les

étapes du processus d'examen et de suivi, nous unissons nos forces au sein des forums internationaux, entre différentes sphères de gouvernement, avec la société civile, le monde universitaire et le secteur privé, pour nous assurer d'une reprise inclusive. Les participant-e-s ont précisé que la prochaine étape revenait à insuffler l'esprit de partenariat au processus d'examen du Nouvel agenda urbain et à l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux.

Lors du Bureau exécutif de CGLU 2022, le conseil politique s'est retrouvé lors d'une session sur l'état de la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain, juste après son examen à New York. Les maires ont abordé l'impact que le Nouvel agenda urbain peut avoir sur la localisation des ODD, et son état avant

la réunion de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux au WUF10. Les participant-e-s ont appelé à mieux reconnaître le rôle des GLR et par conséquent, à une plus grande décentralisation, une feuille de route claire et des ressources suffisantes pour un nouveau modèle de gouvernance horizontale.

Dans le contexte de la Journée des gouvernements locaux et régionaux que notre collectif a organisée lors de la COP26, le Conseil politique sur des villes plus sûres, résilientes, durables et capables de répondre aux crises. Lors de la Journée des gouvernements locaux et régionaux, CGLU a fait partie d'une délégation de GLR, lors d'une réunion à huis clos avec le secrétaire général des Nations unies, qui a appelé à renforcer le lien institutionnel et le partenariat entre notre collectif et le système onusien, soulignant que la COP27 était un jalon et mettant en avant Notre programme commun.

La réunion du Conseil politique s'est déroulée après une session à laquelle ont participé CGLU et nombre de réseaux de GLR, notamment les Sections régionales de CGLU, avec le soutien de l'ICLEI, et qui appelait à une coopération





ville à ville pour veiller à la réussite de l'Accord de Paris. Le conseil politique s'est retrouvé à la fin de la Journée des gouvernements locaux et régionaux et ses participant-e-s ont tissé des liens entre les agendas des différents conseils politiques, en faisant valoir la nécessité d'envisager la résilience au sein des différents agendas et processus multilatéraux, en connectant les examens locaux volontaires et Stockholm+50, qui comptera sur la participation active des GLR.

La résilience et la préparation aux crises, qui sont elles-mêmes des thématiques liées à notre agenda sur les droits et la lutte contre les inégalités, faisaient partie des enjeux considérés comme fondamentaux pour lutter contre l'informalité et parvenir à l'égalité territoriale dans les zones urbaines, rurales et arctiques,

pour les générations actuelles et futures.

Le Bureau exécutif de CGLU 2022 a également accueilli la session sur le « Développement économique local pour une reprise équitable », en collaboration avec la Commission de CGLU sur le développement économique et social local et en coopération avec le Conseil politique sur les villes plus sûres, résilientes, durables et capables de répondre aux crises. Cette session s'est focalisée sur les nouveaux modèles de consommation et de production mondiale de proximité qui pourraient permettre d'exploiter l'innovation inclusive, y compris en intégrant les secteurs informels dans l'économie formelle, en promouvant des micro et petites entreprises et start-ups, en encourageant les initiatives relevant de l'économie sociale, collaborative, circulaire et verte, ainsi que la spécialisation intelligente et les clusters technologiques.

Les Conseils politiques et le Pacte pour l'avenir

En septembre 2022, les Conseils politiques se sont réunis avec les Town Halls de CGLU à deux occasions distinctes pour apporter leur contribution aux documents d'orientation respectifs des Town Halls. Ces documents d'orientation permettront à la société civile organisée au niveau international d'informer le processus d'élaboration des politiques de l'Organisation mondiale par le biais du circuit Town Hall, afin de s'assurer que la définition des priorités politiques et la localisation des agendas mondiaux soient un processus de co-création qui rassemble les GLR et leurs partenaires de la société civile.

Les organisations responsables des Town Halls sur les biens communs (mondiaux) et sur les systèmes de soins, respectivement la Plateforme mondiale pour le droit à la ville et Cities Alliance, ont présenté leurs projets de documents d'orientation devant les représentant-e-s des Conseils politiques du droit à la ville et du Nouvel agenda urbain. À leur tour, le Réseau du patrimoine climatique et l'Assemblée générale des partenaires, organisations responsables des Town Halls sur le climat et la culture et sur la confiance et le gouvernement, ont présenté leurs documents d'orientation aux conseils politiques sur la gouvernance

pluri-niveau, les opportunités pour toutes et tous et le conseil politique sur les villes plus sûres, durables et résilientes. Le dialogue a permis aux Town Halls de tester leurs idées auprès des membres de CGLU et d'apprendre de la perspective des gouvernements locaux et régionaux pour finaliser les documents politiques avant Daejeon.

De plus amples informations sont disponibles dans les documents statutaires relatifs aux Conseils politiques et au Town Hall de CGLU, aux points 2.2 et 3.

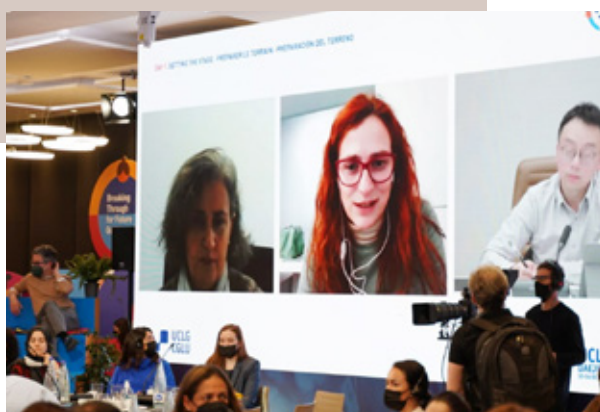
Les Local4Action HUBs

Conformément au mandat de CGLU pour la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir et l'accélération de l'Agenda 2030, l'initiative Local4Action HUBs de CGLU est devenue un instrument qui permet aux dirigeant-e-s et aux communautés de partager et de présenter leurs processus de localisation, en obtenant la reconnaissance de leurs projets et en augmentant la visibilité de leurs villes et territoires, et en multipliant les opportunités de synchronisation, afin que ces expériences puissent amplifier leur impact tout en inspirant les autres.

Avec plus de 15 expériences, abordant des questions clés telles que la jeunesse, la transformation intergénérationnelle, la culture, l'égalité des genres, les valeurs partagées, la participation et la démocratie locale, l'innovation et l'urbanisation durable, la gouvernance ouverte pour l'action

climatique, les solutions basées sur la nature, la défense des services publics, et la construction de réseaux et d'alliances pour la localisation des agendas mondiaux, l'initiative Local4Action aborde les défis urgents et les solutions pour avancer vers les transformations et les engagements demandés par les agendas mondiaux.





Après le processus de définition, de conception et d'opérationnalisation à partir du premier appel en 2020, 10 initiatives Local4Action HUBs sont actuellement actives :

- AICCRE** - Solutions pour la ville de Venise 2030
- Conseil provincial de Barcelone (Diputació de Barcelona)** - Promotion de la participation politique des femmes dans la sphère locale.
- Bilbao** - Charte des valeurs de Bilbao
- Buenos Aires** - Plateforme de neutralité carbone pour 2050
- Cuenca** - Sensibilisation à la localisation des ODD
- FAMSI** - Coopération des services publics locaux
- Madrid** - Projeter un corridor vert métropolitain
- Province de Santa Fe** - Pour une plus grande autonomie, territorialité et réseaux de jeunes (ATR Sante Fe)
- Rome** - Charte de la culture pour les villes
- Xi'an** - Plate-forme mondiale pour intégrer l'éducation mondiale de haute qualité

En plus de ces 10 HUBs, cinq propositions supplémentaires ont été validées et sont en train de se consolider en tant que nouveaux Local4Action HUBs :

- Esteban Echeverria** - Promouvoir des villes résilientes, inclusives et solidaires
- Soria** - Chaire de développement local de l'Agenda urbain 2030
- Subang Jaya** - Subang Jaya Smart Vibrant Hub (centre intelligent et dynamique)
- Tandil** - Positionnement des villes intermédiaires comme laboratoires de talents pour le développement durable.
- Valongo** - Communautés informées et participatives.

Après le développement de ces 15 Local4Action HUBs, l'initiative entre dans une nouvelle étape en 2023 et au-delà. Parmi les grandes priorités de l'année, il convient de souligner les points suivants :

Intégrer et développer de nouvelles expériences

Local4Action HUBs provenant d'institutions partenaires ou de priorités de CGLU, mettant en valeur l'engagement local envers l'Agenda 2030, ainsi que les nouvelles dynamiques mondiales, en accord avec la durabilité et la résilience mondiales menant au Congrès de 2022. Un accent particulier sera mis sur l'amélioration de la participation des villes et des régions appartenant aux pays les moins avancés (PMA) pour développer de nouveaux Local4Action HUBs.

Explorer de nouveaux espaces et opportunités de collaboration, de visualisation et de diffusion des expériences des Local4Action HUBs avec les partenaires et les sections régionales de CGLU.

Favoriser l'intégration et la construction de la communauté parmi les Local4Action HUBs existants et encourager la collaboration, l'apprentissage conjoint et le partage des connaissances locales.

Développer davantage la Plateforme Local4Action comme un espace intégré pour présenter les activités des Local4Action HUBs, ainsi que l'interaction avec le reste du travail de CGLU et de ses partenaires.

Le Conseil consultatif d'UBUNTU : les sentinelles de la politique vers le Pacte pour l'avenir



Le Conseil consultatif d'UBUNTU a été créé pour inspirer et conseiller la Présidence et aider à définir les priorités de l'Organisation mondiale tout en montrant pourquoi la localisation est essentielle au développement mondial. La prochaine génération de conseiller-e-s UBUNTU naît de la nécessité de faire face aux défis du monde post-COVID 19, qui ont été exacerbés. La prochaine génération du Conseil consultatif peut permettre à CGLU de renforcer sa stratégie, en accompagnant et en nourrissant son plaidoyer vers la sphère internationale, en s'appuyant sur le travail de l'Organisation mondiale et celui du premier Conseil consultatif Ubuntu.

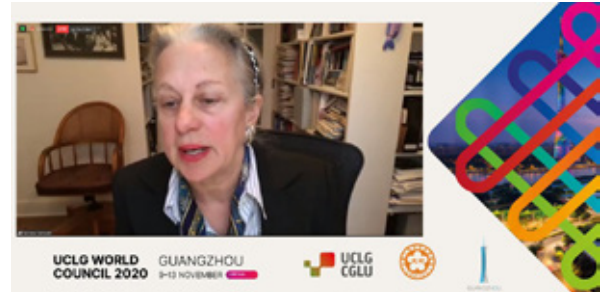
Dans l'esprit de la consolidation de l'expérience du Town Hall de CGLU, des CitiesAreListening et avec le désir de favoriser le partenariat pour la reprise après la COVID-19 et l'avenir du multilatéralisme, l'Organisation

mondiale a mis en place une deuxième génération du Conseil consultatif CGLU-UBUNTU avec les conseiller-e-s suivant-e-s, pour aider en particulier dans deux domaines clés pour l'Organisation mondiale, à savoir les mesures à prendre pour la prochaine génération de multilatéralisme et l'implication des GLR dans les rapports infranationaux ; la nécessité de revitaliser les finances locales ; l'inclusion de la culture comme quatrième pilier du développement durable :

- **Maria Fernanda Espinosa**, 73e présidente de l'Assemblée générale des Nations unies
- **Barbara Samuels**, directrice exécutive de la Global Clearinghouse for Development Finance
- **Farida Shaheed**, ancienne rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits culturels.
- **Prof. Kazuhiko Takeuchi**, Président de l'Institut pour les stratégies environnementales mondiales (IGES).

Ces conseiller-e-s ont rejoint la génération précédente d'UBUNTUs, à savoir Aromar Revi ; Jorge Pérez Jaramillo ; Ana Falú ; Debra Roberts ; et Edgar Pieterse, et se sont réuni-e-s en février 2021 pour stimuler la conversation sur la signification du Pacte pour l'avenir et ce qu'il devait inclure.

Féminiser la politique, amener le monde universitaire à la table de discussions, transformer le système international et révolutionner la façon dont nous



comprenons le financement local et l'implication des gouvernements locaux et régionaux dans l'agenda climatique ne sont que quelques-uns des appels de nos conseiller-e-s lorsque CGLU a commencé à réfléchir à ce à quoi le Pacte doit ressembler.

La réunion s'est terminée par un engagement de la part du collectif et des conseiller-e-s UBUNTU à contribuer au Pacte pour l'avenir et à aider à formuler et à promouvoir la prochaine génération de droits humains. Il a en outre été souligné qu'il était essentiel de réunir les acteurs pour promouvoir cet agenda et explorer les espaces permettant de trouver des solutions à ces problèmes complexes.

S'appuyant sur cette première réunion en 2021, les conseiller-e-s UBUNTU ont rejoint les réunions des Conseils politiques de CGLU afin de porter les discussions autour du Pacte aux mécanismes d'élaboration des politiques de l'Organisation mondiale. Entre autres, les conseiller-e-s UBUNTU

ont fait le lien entre le débat sur le Pacte et les questions politiques du Conseil, et ont aidé les conseiller-e-s politiques à faire le lien entre leurs propres travaux afin de garantir des résultats plus cohérents.

Tout au long de l'année 2022, les conseiller-e-s d'UBUNTU ont continué à fournir des résultats à l'Organisation mondiale. En particulier :

Barbara Samuels, conseillère Ubuntu de CGLU sur les finances locales, a été chargée de rédiger un document d'orientation sur l'état des finances locales, qui identifie des mesures réalisables, des partenariats à exploiter et des lieux spécifiques dans lesquels les gouvernements locaux et leurs défenseurs devraient faire

pression pour une meilleure reconnaissance de l'importance des services et infrastructures locaux et combler le déficit des finances municipales.

Le rapport du Forum politique de haut niveau sur la localisation de l'ODD5, « *From Making Commitments to Realizing Change : Local and Regional Governments' Progress on Gender Equality* », a reçu les contributions de la conseillère CGLU UBUNTU Ana Falú.

Enfin, María Fernanda Espinosa a fait partie du comité de rédaction du Pacte pour l'avenir, participant activement au processus et contribuant en particulier à la dimension du multilatéralisme.



Partenariat spécial avec l'Union européenne

Sur la période 2019-2022, les activités de CGLU ont été alimentées en grande partie par la première génération du partenariat spécial de CGLU et de l'Union européenne, qui a été renouvelé en 2022, après cinq années réussies. Tout au long de ces années, le partenariat avec la Commission européenne nous a permis d'améliorer notre travail, de renforcer nos partenariats dans la sphère internationale et a contribué à tous les domaines de travail de CGLU ainsi qu'à nos Sections régionales.

L'accord soutiendra davantage le rôle des autorités locales et de leurs associations dans la formulation de politiques visant à promouvoir le développement durable au niveau local, régional et mondial et formalisera un ensemble d'intérêts et d'objectifs communs. Il s'agit notamment de renforcer l'engagement entre l'UE et les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations dans la coopération décentralisée, de favoriser la localisation des Objectifs de développement durable, de sensibiliser et de renforcer les capacités des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations en tant qu'acteurs des politiques de gouvernance et de développement au niveau international ; renforcer la capacité des associations de gouvernements locaux à coordonner les voix de tous les partenaires, à créer des synergies et à apporter une valeur ajoutée en tant que réseau, en assurant une bonne gouvernance et des

partenariats durables, y compris avec l'Union européenne.

La prochaine étape de ce partenariat débutera en 2023, jusqu'en 2027. Soutenus par 50 millions d'euros de l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale - Global Europe (NDICI - Global Europe) de la Commission européenne, les cinq accords de partenariat renouvelés reconnaissent la contribution des gouvernements locaux et régionaux à la conception et à la mise en œuvre des politiques nécessaires pour atteindre les Objectifs de développement durable, en particulier pour rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables.



L'évaluation externe de CGLU : Un réseau adapté aux besoins



Suite au mandat reçu par le Bureau exécutif en mai 2020 et à la sélection des consultants lors du Conseil mondial de novembre 2020, CGLU a lancé le processus de son évaluation externe. Cette évaluation analyse la performance de l'Organisation et sa capacité à s'adapter à l'écosystème changeant dans lequel elle opère. Comme décidé par les instances statutaires, elle prend en compte la position de CGLU dans le contexte mondial et la structure du réseau. Elle a été réalisée par l'agence DNA Consulting.

Après avoir reçu deux premiers rapports sur les progrès réalisés, respectivement en mai 2021 et en novembre 2021, dans lesquels DNA Consulting a partagé les résultats préliminaires de l'évaluation après une phase de travail sur dossier et d'entretiens approfondis incluant la perspective des sections, le Conseil mondial a convenu d'accorder plus de temps à DNA Consulting pour mener des entretiens supplémentaires et des sessions en ligne avec des groupes spécifiques de membres.

Selon le rapport final, il apparaît que l'évolution de CGLU depuis sa création a été réussie. Il s'agit d'une organisation internationale unique sur la scène internationale, en termes de diversité des membres, de légitimité, de singularité de son orientation, de sa portée géographique et de son approche généraliste, ce qui la rend particulièrement pertinente et bénéfique pour ses membres.

La principale valeur ajoutée de CGLU provient essentiellement de ses capacités de **plaidoyer**, qui offrent aux membres et aux partenaires la possibilité d'avoir un impact sur les agendas internationaux et d'être impliqués dans les dialogues mondiaux, en faisant entendre la voix des dirigeants locaux. CGLU a obtenu la reconnaissance de

plusieurs grandes organisations internationales, telles que les Nations unies et l'Union européenne. Le rôle de la Global Taskforce a également été mentionné dans les questionnaires et les entretiens comme une valeur ajoutée pour renforcer la collaboration entre les réseaux et renforcer le sentiment d'appropriation.

Pendant la pandémie, CGLU a prouvé son agilité et sa **résilience**, en étant capable de poursuivre sa stratégie de plaidoyer et en s'adaptant rapidement à l'environnement virtuel, tant en termes de communication que de mise en réseau. Les événements hybrides ont été particulièrement appréciés par les membres et les partenaires.

En termes de **mise en œuvre**, le bilan global des questionnaires et des entretiens est unanime : les membres et partenaires de CGLU considèrent que l'Organisation mondiale a contribué efficacement à aider les gouvernements locaux à mettre en œuvre les agendas mondiaux et en particulier, la localisation des agendas mondiaux. La combinaison de représentant-e-s politiques et de personnel technique a également été soulignée comme une importante valeur ajoutée de CGLU, garantissant l'appropriation des agendas mondiaux et leur mise en œuvre.

En ce qui concerne le **contrôle et le suivi**, les entretiens ont souligné le travail que CGLU mène pour établir un cadre permettant de fournir des données solides pour contrôler les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et des agendas de durabilité.

L'**apprentissage** a été reconnu par les membres et les partenaires comme un programme important de l'Organisation. L'accès aux connaissances, aux bonnes

pratiques et au savoir-faire des pairs est considéré comme particulièrement précieux. Outre les événements et les activités de formation, la plateforme LearningWithUCLG est considérée comme un outil utile.

En ce qui concerne le **renforcement du réseau, des partenariats et de la gouvernance de CGLU**, le sentiment général est que la structure multinationale de CGLU permet une participation efficace des différents membres du réseau. Les Séminaires annuels sont particulièrement considérés comme un événement utile envers lequel les membres expriment un sentiment d'appartenance.

En ce qui concerne les points à améliorer, le rapport affirme que parfois, CGLU se chevauche avec d'autres organisations ; sa gouvernance est perçue comme complexe et pourrait nécessiter davantage de communication auprès de ses membres ; les déséquilibres géographiques doivent être davantage pris en compte afin d'assurer une synchronisation complète au sein du réseau ; et il est important de se concentrer sur les domaines de travail actuels avant de s'étendre davantage.



L'évaluation demande à l'Organisation mondiale de prendre des précautions et d'être dans une approche participative ouverte qui dépendra du sujet en discussion, et qui s'alignera sur la vision du leadership renouvelé. Dans cette optique, le Secrétariat mondial a mené une étude des recommandations et de l'analyse du rapport permettant de construire la voie à suivre sur les blocs suivants qui sont interdépendants :

- **Vers une gouvernance internationale systémique pour un plaidoyer systémique, pour continuer à unir une voix légitime.** Le caractère unique de l'Organisation mondiale a permis de gagner en légitimité dans différentes parties de la gouvernance internationale.
- **Une gouvernance flexible et adaptable**, à une époque où le changement constant est la norme. Ce bloc comprend les processus décisionnels, dans leur développement et leur transparence, ainsi que pour les règles générales qui doivent refléter la vie de l'Organisation.
- **Un suivi responsabilisant**, où l'évaluation devient une culture au sein de l'Organisation. Un nouveau système de suivi devrait permettre de refléter la

dynamique réelle du Secrétariat mondial, basé sur une évaluation systémique du travail fourni en temps, quantité, qualité et implication des ressources humaines, que ce soit du personnel ou des municipalités.

- **Moyens et ressources** : sur la base des résultats de la première phase, les besoins en termes de finances et de moyens devraient émerger des dialogues et des décisions prises, qui définiront la relation et les interactions avec les donateurs et les financeurs, ainsi qu'avec les différentes parties du réseau et les partenaires.

Sur la base de ces recommandations, le Secrétariat mondial lance des processus de consultation l'année prochaine pour répondre aux principales recommandations, et il est prévu que ces processus soient alignés sur les priorités stratégiques définies par le Pacte pour l'avenir, et que le processus soit lancé lors du Séminaire de 2023.

NOUS ÉCOUTONS

7

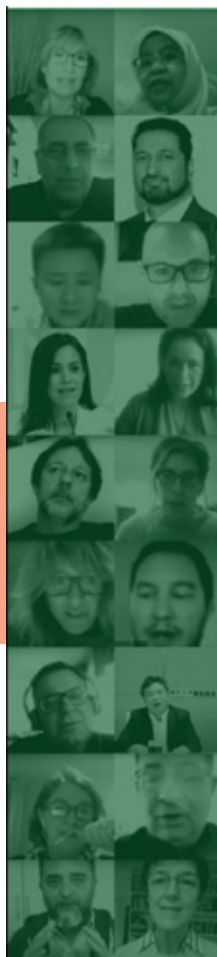
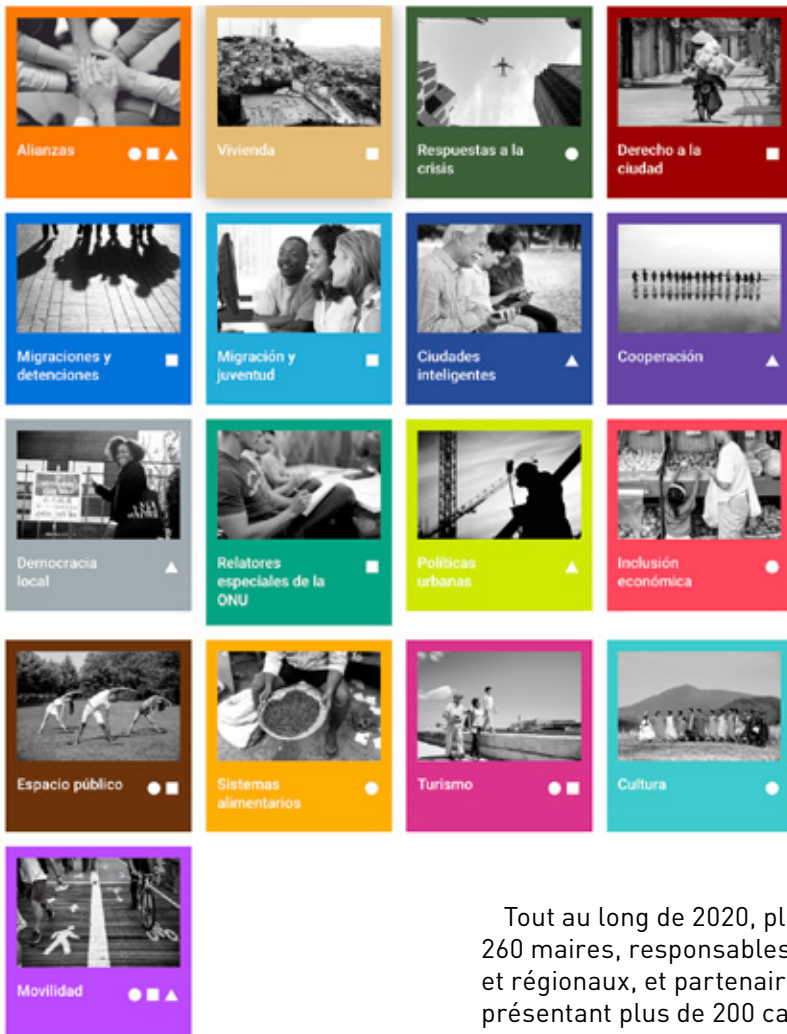
DÉVELOPPER DES
PARTENARIATS
AVEC LA SOCIÉTÉ
CIVILE



Les expériences #CitiesAreListening renforcent le dialogue avec les autres collectifs à la suite de la crise de la COVID-19

Les membres ont appelé l'Organisation mondiale à fournir un espace pour partager et échanger les connaissances, les expériences et les solutions dans un environnement complexe.

CGLU, Metropolis et ONU-Habitat ont répondu à cet appel en lançant nos #LiveLearningExperiences (expériences d'apprentissage en direct) dont les objectifs étaient de développer une communauté virtuelle et vivante ; de garantir des ressources en ligne pour les gouvernements locaux et régionaux ; et de mettre au point des guides pour répondre aux besoins des gouvernements locaux et régionaux.



Tout au long de 2020, plus de 260 maires, responsables locaux et régionaux, et partenaires présentant plus de 200 cas au total lors d'un exercice qui a rassemblé plus de 2 800 participant-e-s, ont fait part de leur expérience pendant l'épidémie et au-delà dans le cadre de l'expérience d'apprentissage en direct. Leurs contributions ont été une inspiration décisive dans l'élaboration du Pacte pour l'avenir.

Les expériences #CitiesAreListening étaient l'étape suivante. La pandémie allant bien au-delà des réactions rapides face à l'urgence, les dirigeant-e-s et partenaires de CGLU se sont réuni-e-s pour envisager la mise en œuvre du Décalogue de CGLU pour l'après COVID-19. Ce document s'inspire des enseignements tirés par nos membres lors de l'épidémie et de la façon dont les dirigeants et dirigeantes locales et régionales envisagent l'avenir, en s'appuyant sur les expériences d'apprentissage en direct.

Les expériences #CitiesAreListening se sont

consolidées comme espaces pour le dialogue et l'interaction entre les collectifs de la société civile organisée à l'échelle internationale et le leadership politique du collectif des gouvernements locaux et régionaux (GLR). Ces expériences ont réuni une communauté virtuelle et vivante et des recommandations politiques que le réseau promouvait via ses expériences d'apprentissage en direct, avec un accent fort mis sur la prestation des services publics et la protection des biens communs, afin de ne laisser personne ni aucun territoire pour compte.

Les expériences #CitiesAreListening ont rassemblé près d'une vingtaine de partenaires tels que l'Union internationale des transports publics, la Plateforme internationale pour le droit à la ville, la Coalition Habitat International, l'Open Society Foundations ou le Smart Cities Hub. Des représentant-e-s des Nations unies, de l'OMS, du monde universitaire et des GLR se sont réuni-e-s lors de ces sessions virtuelles pour relancer le processus de dialogue entre GLR et nos partenaires, pour donner vie au Décalogue de CGLU et ouvrir la voie à l'élaboration du Pacte pour l'avenir de l'humanité.

Au cours de ce cycle de trois ans, les expériences #CitiesAreListening sont devenues essentielles pour intégrer les points critiques à notre agenda et redynamiser le dialogue avec la société civile en bâtissant sur le travail avec nos partenaires et le processus Town Hall entamé à Durban et qui culminera en 2022 à Daejeon.

Le processus de Town Hall de CGLU



Le Town Hall de CGLU est un espace de dialogue et d'interaction entre différents groupes de la société civile organisés au niveau international et les dirigeants politiques des gouvernements locaux et régionaux afin de définir conjointement nos politiques mondiales en s'appuyant sur les expériences d'apprentissage en direct et les #CitiesAreListening, qui ont façonné le plaidoyer international de CGLU et la pensée inclusive et durable pour l'avenir. Conduit par la société civile, il permet à différentes parties prenantes internationales de collaborer à la définition des priorités politiques et à la localisation des agendas mondiaux.

Les recommandations politiques commandées pour les gouvernements locaux et régionaux sont un signe de

la transformation de notre mouvement pour inclure toutes les parties prenantes dans le processus de prise de décisions et pour montrer comment les villes sont à l'écoute pour offrir un Pacte pour l'avenir inclusif et informé, apportant la perspective territoriale pour transformer les agendas mondiaux de développement informés par d'autres partenaires principaux.

Le Town Hall aboutit à un corpus de recommandations politiques intégrées résultant d'une consultation avec d'autres parties prenantes, y compris les organisations internationales et les membres de CGLU à travers

ses Conseils politiques, et offrant à la fois des priorités ascendantes spécifiques au continent et à la région.

De Durban à Daejeon

Les contributions de la première génération du processus Town Hall de CGLU ont été intégrées dans la Déclaration de Durban et dans le travail quotidien de l'Organisation mondiale dans ses différents domaines (politique, plaidoyer, apprentissage et recherche). Structuré autour de 5 priorités clés : Villes accessibles, lutte contre les inégalités, égalité des genres, droit à la ville et développement urbain durable.

Suite aux résultats du Town Hall de Durban, le Town Hall de CGLU en 2022 a renouvelé le dialogue structuré entre les gouvernements locaux et régionaux et la société civile organisée au niveau international, et est renforcé par la présence de partenaires internationaux et de 3 caucus transversaux (jeunesse, féminisme et accessibilité). Les conseiller-ère-s UBUNTU de CGLU contribuent également aux discussions.

Les sujets du Town Hall sont directement liés au Pacte pour l'avenir de CGLU et à ses trois axes : personnes, planète et gouvernement. Ils reflètent également les priorités et les objectifs inclus dans le Programme commun du Secrétaire général de l'ONU, qui se penche sur les 25 prochaines années et tente d'imaginer un système multilatéral plus inclusif et en réseau, et serviront de contributions de notre collectif au Sommet de l'ONU pour l'avenir en 2023.

Les Town Halls 2022 de CGLU se concentrent sur : les biens communs (mondiaux), la redéfinition des services publics, de la notion de ce qui est public et de ce qui doit être considéré comme faisant partie des biens communs ; la confiance et le gouvernement et la définition de la manière dont nous allons regagner la confiance dans le secteur public et redéfinir nos institutions ; les systèmes de soins et la compréhension de ce dont nous avons besoin pour renouveler notre contrat social afin de mettre les soins au centre de nos villes et territoires ; et le climat et la culture pour garantir que notre planète et les générations futures soient protégées par la culture comme colonne vertébrale de nos sociétés et comme notre moteur pour le développement durable.

Town Hall des biens communs

La pandémie de COVID-19 et ses crises connexes ont mis en évidence ce qui est essentiel à notre vie quotidienne et ont redéfini la notion de ce qui est public et de ce qui doit être considéré comme faisant partie des biens communs.

Il n'a jamais été aussi clair que les services de base tels que l'accès au logement, à l'eau et à l'assainissement, à la santé, à une alimentation nutritive et durable et aux transports sont indispensables pour protéger les moyens de subsistance des populations. Au cours des deux dernières années, l'importance de l'accès aux espaces publics verts, du droit à un air pur et à un environnement propre, des droits numériques et du droit à la connectivité, du droit à un temps de qualité, entre autres, a augmenté. C'est ce qui est au cœur de ce Town Hall mené par la Plateforme mondiale pour le droit à la ville avec les organisations du Town Hall, notamment la Coalition des villes pour les droits numériques, les fondations Open Society, ACCORD, la FAO et l'UNICEF.

Town Hall sur la confiance et le gouvernement

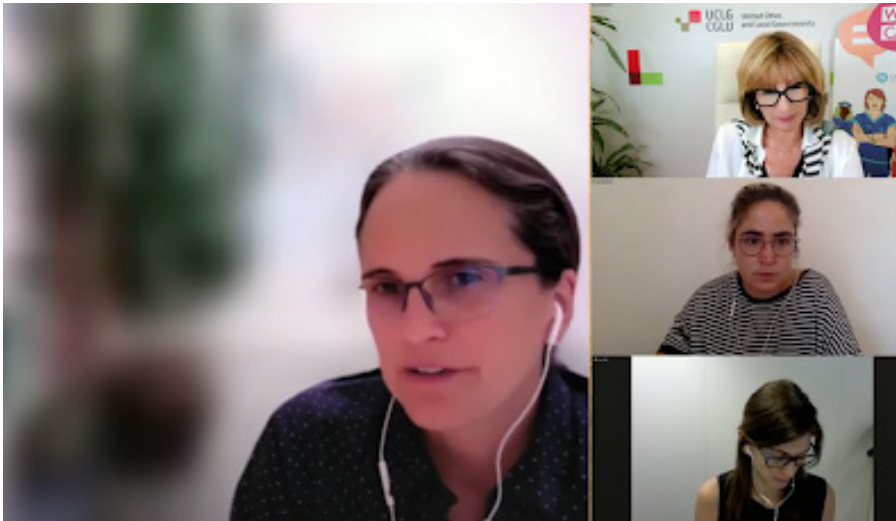
La confiance est une base fondamentale pour l'inclusion, la paix et les éléments clés de la démocratie tels que la transparence et l'intégrité de l'information publique, la responsabilité et le dialogue multipartite et multigénérationnel. Il sera essentiel de favoriser la confiance entre les citoyen-ne-s et les gouvernements pour véritablement revigorer le multilatéralisme et garantir la

réalisation des agendas mondiaux. La confiance ne consiste pas seulement à écouter les autres, mais aussi à apprendre des autres. C'est ce qui est au cœur de ce Town Hall dirigé par l'Assemblée générale des partenaires avec les organisations du Town Hall, dont Open Government Partnership, Fixed Africa et International IDEA.

Town Hall sur les systèmes de soins

La protection de nos communautés et l'amélioration de leur bien-être sont une nécessité au lendemain de la COVID-19, ce qui exige de transformer nos systèmes et les personnes impliquées dans la prise de décisions. La pertinence du travail de soins a évolué au cours de la pandémie, notamment en tenant compte de l'impact disproportionné sur les femmes et les filles quant à leur emploi du temps et leur pleine participation à la vie publique. Il est essentiel qu'il est essentiel d'intégrer l'égalité dans toutes les parties de la vie pour transformer nos sociétés et développer une nouvelle façon de faire de la politique, en mettant l'accent sur le rôle unique des femmes et des dirigeantes locales féministes et sur leur contribution transformatrice à la prise de décisions. Pour développer des communautés solidaires, il faut comprendre que les priorités ont changé et que nous devons renouveler notre contrat social.





Town Hall sur le climat et la culture

Pour garantir la protection de notre planète et des générations futures et leur permettre de vivre dignement, nous devons reconnaître le tournant historique dans lequel nous nous trouvons. L'urgence climatique doit être atténuée et l'action de tous les acteurs est nécessaire. Cette action doit être ancrée dans le changement : un changement dans la production et la consommation, un changement dans notre relation avec la nature, et un changement dans les priorités pour parvenir à des systèmes de soin. Ce changement peut être réalisé grâce à la culture, qui est un pilier de nos sociétés et de nos sociétés et notre moteur de changement et de développement durable.

Les réunions « Thinking Big » (penser en grand) au début de l'année 2022 ont préparé le terrain pour que le Town Hall examine ses principales priorités à la lumière de la réunion de tous les Town Halls qui a eu lieu pendant le Séminaire de CGLU. À cette occasion, ont été présentés les "titres du futur" au sein d'un journal municipal étaient atteints.

En juillet 2022, la phase « Going Deeper » (approfondir)

a rassemblé les organisations responsables du Town Hall à Bogotá pour une visite de terrain dirigée par CGLU. Cette visite s'est concentrée sur les politiques de soins, au cours de laquelle les représentant-e-s des Town Halls ont visité des blocs et des installations de soins avec la maire, Claudia Lopez, et des représentant-e-s de la ville.

Enfin, en septembre 2022, le processus de Town Hall a connu sa phase de consultation lorsque les organisations responsables du Town Hall ont rencontré les Conseils politiques de CGLU pour tester leurs idées auprès des membres de CGLU et pour apprendre du point de vue des gouvernements locaux et régionaux afin de finaliser les documents politiques avant Daejeon.



Copyright © 2022 UCLG

Tous droits réservés. Nulle partie de ce livre ne peut être réimprimée, reproduite ou utilisée sous quelque forme ou par quelque moyen électronique, mécanique ou autre, actuel ou futur, y compris la photocopie et l'enregistrement, ou tout système de stockage d'information ou de récupération, sans autorisation écrite des éditeurs.

United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos
Avinyó 15 08002 Barcelona
www.uclg.org

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.

Crédits photos :
@UCLG/Schardan
@UCLG-CGLU/Joel Sheakoski

Toutes les autres photos de ce rapport sont de CGLU.

www.uclg.org



CGLU Afrique



CGLU Asie-Pacifique



CGLU Eurasie



CGLU Europe



CGLU Amérique Latine

Secrétariat général Secrétariat adjoint



CGLU Moyen Orient-Asie de l'Ouest



CGLU Amérique du Nord



CGLU Section Métropolitaine



CGLU Forum des Régions



Avec le soutien de



Cofinancé par
l'Union européenne

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de <nom de l'auteur/du partenaire> et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de 'Union européenne'.



Suède
Sverige

Ce document a été cofinancé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Asdi. Asdi ne partage pas nécessairement les opinions exprimées dans ce document. La responsabilité de son contenu incombe entièrement à l'auteur.